

# **Recueil des Actes Administratifs**

## **TOME 3/3**

## **JUIN 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5601

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Poséidon

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réparation du réseau d'eau chaude à la demande de la SERM ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **05 juillet 2011** et jusqu'au **29 juillet 2011** inclus, la Rue Poséidon dans sa partie comprise entre l'Avenue Jacques Cartier et le Boulevard de l'Aéroport International est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

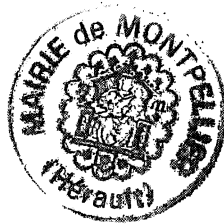
La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la SERM

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 20 juin 2011  
Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le : 22 JUIN 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Neutralisation de voie Rue Saint Louis

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de déménagement à la demande de l'entreprise Demeco ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **25 juin 2011**, Rue Saint Louis au droit du n°5, la voie de droite est interdite à la circulation générale.

Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 18h00.**

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Demeco.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 20 juin 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

**Publié le : 22 JUIN 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de Rhodes

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du Festival de Radio-France et Montpellier Languedoc-Rousillon. ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **24 juillet 2011** et jusqu'au **29 juillet 2011** inclus, la Rue de Rhodes est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables pour les emplacements techniques nécessaires à l'organisation du festival.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### **Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'organisation.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 20 juin 2011  
Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le : 22 JUIN 2011

**Délégation Officier d'Etat Civil concernant M. Jacques  
MARTIN le 02 juillet 2011**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18 et L 2122-32 ;
- Vu la délibération du 2 avril 2008 donnant délégation à Madame le Maire conformément aux textes susvisés, complétée par la délibération n° 2009/131 du 30 mars 2009 ;
- Considérant qu'aucun adjoint ne pourra assurer les célébrations de mariage du samedi 2 Juillet 2011 à 16 heures 30 ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

- Monsieur Jacques MARTIN, Conseiller Municipal, reçoit délégation de fonction d'Officier d'Etat-Civil pour célébrer le mariage du samedi 2 Juillet 2011 à 16 heures 30 ;

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

Montpellier, le 20/06/2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publié le : 21/06/2011  
Notifié le :





## Arrêté Municipal Ordonnant le placement sans délai dans un lieu de dépôt

### Madame le Maire de la Ville de Montpellier

- Vu le Code Rural et de la pêche maritime, et notamment l'article L.211-11 et L.211-21,
- Vu le Code des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,
- Vu l'arrêté n°2009/28 donnant délégation de fonction à Madame SOUCHE Régine Adjointe au Maire, Déléguée à l'Egalité des Droits et des Devoirs, et à la Tranquillité Publique,
- Considérant que l'animal de tortue de Floride a été trouvé divagant sur la voie publique le 14/06/2011 sur le territoire de la commune de Montpellier,
- Considérant que du fait de cette situation, l'animal présente un danger pour les personnes, les animaux domestiques et la sécurité publique,
- Considérant qu'au vu de ces éléments il convient de placer l'animal dans un lieu de dépôt adapté à l'accueil et à la garde de celui-ci en application de l'article L.211-21 susvisé,

### ARRETE

#### Article 1 :

L'animal de type tortue de Floride dont le propriétaire demeure inconnu est placé en dépôt au Parc Zoologique de Lunaret de la Ville de Montpellier. Au sein cet établissement, les conditions de détention sont adaptées à l'accueil et à la garde de celui-ci.

#### Article 2 :

A l'issu d'un délai franc de garde de huit jours ouvrés au lieu de dépôt désigné, si l'animal n'a pas été réclamé par son propriétaire auprès du maire de la commune où l'animal a été saisi, il est alors considéré comme abandonné et le maire peut le céder ou, après avis d'un vétérinaire, le faire euthanasier.

**Article 3 :**

Les frais afférents aux opérations de garde et éventuellement d'euthanasie de l'animal sont à la charge du propriétaire de l'animal.

**Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville, Monsieur le Directeur départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire de la Ville de Montpellier informe que le présent acte peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification :

- soit d'un recours gracieux auprès du Maire.
- soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, directement sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification d'une réponse expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).

Montpellier, le 21/06/2011

Pour Madame le Maire,  
Madame l'Adjointe déléguée



Régine SOUCHE

Publié le : 22/06/2011  
Notifié le :



## Arrêté Municipal Ordonnant le placement sans délai dans un lieu de dépôt

### Madame le Maire de la Ville de Montpellier

- Vu le Code Rural et de la pêche maritime, et notamment l'article L.211-11 et L.211-21,
- Vu le Code des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,
- Vu l'arrêté n°2009/28 donnant délégation de fonction à Madame SOUCHE Régine Adjointe au Maire, Déléguée à l'Egalité des Droits et des Devoirs, et à la Tranquillité Publique,
- Considérant que le coq a été trouvé divagant sur la voie publique le 16/06/2011 sur le territoire de la commune de Montpellier,
- Considérant que du fait de cette situation, l'animal présente un danger pour les personnes, les animaux domestiques et la sécurité publique,
- Considérant qu'au vu de ces éléments il convient de placer l'animal dans un lieu de dépôt adapté à l'accueil et à la garde de celui-ci en application de l'article L.211-21 susvisé,

### ARRETE

#### Article 1 :

Le coq dont le propriétaire demeure inconnu est placé en dépôt au Parc Zoologique de Lunaret de la Ville de Montpellier. Au sein de cet établissement, les conditions de détention sont adaptées à l'accueil et à la garde de celui-ci.

#### Article 2 :

A l'issu d'un délai franc de garde de huit jours ouvrés au lieu de dépôt désigné, si l'animal n'a pas été réclamé par son propriétaire auprès du maire de la commune où l'animal a été saisi, il est alors considéré comme abandonné et le maire peut le céder ou, après avis d'un vétérinaire, le faire euthanasier.

**Article 3 :**

Les frais afférents aux opérations de garde et éventuellement d'euthanasie de l'animal sont à la charge du propriétaire de l'animal.

**Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville, Monsieur le Directeur départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire de la Ville de Montpellier informe que le présent acte peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification :

- soit d'un recours gracieux auprès du Maire.
- soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, directement sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification d'une réponse expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).

Montpellier, le 21/06/2011

Pour Madame le Maire,  
Madame l'Adjointe déléguée



Régine SOUCHE

Publié le : 21/06/2011

Notifié le :

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5618

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue du Quatre Vingt Unième Régiment d'Infanterie

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'extension de réseau à la demande de VEOLIA ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

Le **29 juin 2011**, la circulation est interdite Rue du Quatre Vingt Unième Régiment d'Infanterie dans sa partie comprise entre l'Avenue de Castelnau et la Rue de Nazareth

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Proudhon, emprunte :

- l'Avenue de Castelnau
- la Rue de Nazareth

et se termine sur la Rue Saint Vincent de Paul.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de VEOLIA

**Article 5 :**

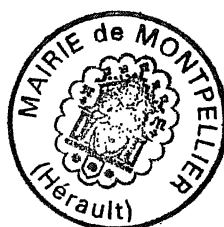
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 21 juin 2011

Madame le Maire



  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le :

27 JUIN 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Marceau

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5339 du **17 mai 2011** ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT la demande de prorogation du service Régulation Trafic ;

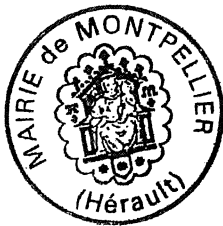
Arrête :

**Article 1er :**

À compter du **30 juin 2011** les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5339 du **17 mai 2011** sont prorogées jusqu'au **08 juillet 2011** inclus.

**Article 2 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 21 juin 2011  
Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le :

28 JUIN 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Boulevard des Sports

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de trottoir à la demande de la ville de Montpellier ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **28 juin 2011** et jusqu'au **29 juin 2011** inclus, le Boulevard des Sports dans sa partie comprise entre l'Avenue Saint Maurice de Sauret et le Boulevard Mounié est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.



**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise MALET

**Article 4 :**

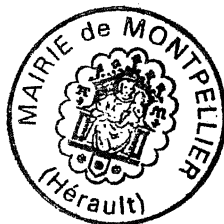
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 21 juin 2011**

**Madame le Maire**



  
**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le : 27 JUIN 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5617

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Avenue Saint Maurice de Sauret

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux d'aménagement de trottoir à la demande de la ville de Montpellier ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **28 juin 2011** et jusqu'au **29 juin 2011** inclus, Avenue Saint Maurice de Sauret dans sa partie comprise entre le Boulevard des Sports et la Rue Françoise, le stationnement est interdit. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### **Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise MALET

**Article 4 :**

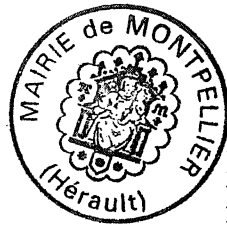
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 21 juin 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le :**

**27 JUIN 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue du Professeur Grasset

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réparation de conduite à la demande de France télécom ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **29 juin 2011** et jusqu'au **30 juin 2011** inclus, la circulation est interdite Avenue du Professeur Grasset dans sa partie comprise entre la Rue du Colonel Marchand et l'Avenue Pierre d'Adhémar

Ces dispositions sont applicables **de 20h00 à 01h00.**

**Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue du Professeur Grasset, emprunte :

- la Rue Crova
- la Rue de l'Ecole Normale
- l'Avenue Charles Flahault

et se termine sur l'Avenue Pierre d'Adhémar.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de France Télécom

**Article 5 :**

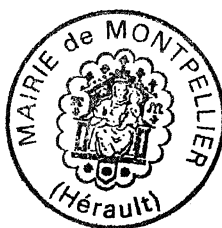
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 21 juin 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le : 27 JUIN 2011**

**Délégation Officier d'Etat Civil concernant Mr Jacques  
DOMERGUE le 08 juillet 2011**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18 et L 2122-32 ;
- Vu la délibération du 2 avril 2008 donnant délégation à Madame le Maire conformément aux textes susvisés, complétée par la délibération n° 2009/131 du 30 mars 2009 ;
- Considérant qu'aucun adjoint ne pourra assurer les célébrations de mariage du samedi 8 Juillet 2011 à 16 heures 30 ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Monsieur Jacques DOMERGUE, Conseiller Municipal, reçoit délégation de fonction d'Officier d'Etat-Civil pour célébrer le mariage du samedi 8 Juillet 2011 à 16 heures 30 ;

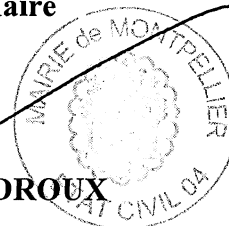
**Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont l'expédition sera transmise au Procureur de la République.

Montpellier, le 20/07/2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX



**Publié le :**

**Notifié le :**

Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier

Arrêté n°2011/1611/T/R

**Délégation Officier d'Etat Civil concernant Mme Olga  
KROMPASZKY**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18 et L 2122-32 ;
- Vu la délibération du 2 avril 2008 donnant délégation à Madame le Maire conformément aux textes susvisés, complétée par la délibération n° 2009/131 du 30 mars 2009 ;
- Vu l'article 63 du Code Civil portant sur les auditions préalables aux cérémonies de mariage ;
- Considérant qu'en cas d'indisponibilité d'un adjoint délégué, il convient d'assurer les auditions préalables aux cérémonies de mariage.

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

- Madame Olga KROMPASZKY, Directrice des Relations aux Publics, reçoit délégation de fonction d'Officier d'Etat-Civil pour assurer les auditions préalables aux cérémonies de mariage ;

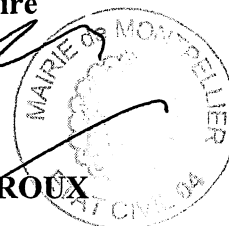
**Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

Montpellier, le 21.06.2011

Madame le Maire

  
Hélène MANDROUX



Publié le :  
Notifié le :

Département Equipements et  
Services

Direction Architecture et  
Immobilier  
Service Patrimoine Sécurité

Mairie de Montpellier  
1 Place Francis Ponge  
34064 Montpellier Cedex 2  
Téléphone 04 67 34 70 34  
Fax 04 99 06 06 75

Montpellier, 21 JUIN 2011

Réf : 54/1402/sm/sb/357-2011  
Pôle ERP  
Affaire suivie par : S. Marcel



Le Maire de la Ville de Montpellier

à

Monsieur Olivier Roux  
Responsable Régional des Opérations  
EFFIA  
50, cours de la République  
69100 Villeurbanne

Objet : Visite de **réception** du 6 avril 2011  
Mise en conformité du désenfumage  
Parking Arc de Triomphe / Foch  
Rue Foch

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joints :

- un exemplaire du procès-verbal de la commission de **sécurité** du 12 mai 2011 qui, suite à la visite susvisée, a émis un avis :

**FAVORABLE** à l'ouverture au public de votre établissement.

- un exemplaire de l'**arrêté d'autorisation d'ouverture** au public que j'ai pris au vu de cet avis.

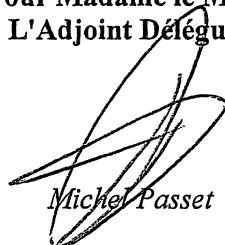
Conformément à l'article R 123-43 du code de la construction et de l'habitation, il vous appartient de vous conformer aux prescriptions émises par cette commission.

S'il était constaté, à la prochaine visite de contrôle de votre établissement, le non respect de ces prescriptions, la commission de sécurité pourrait donner un avis défavorable à la poursuite de son exploitation, ce qui pourrait me conduire à décider sa fermeture administrative.

De plus, je vous précise qu'en cas d'accident provoqué ou aggravé par le non respect de telle ou telle d'entre elles, votre responsabilité morale ou pénale pourrait être gravement engagée.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie de croire, Monsieur, en l'assurance de mes salutations distinguées.

Pour Madame le Maire  
L'Adjoint Délégué,



Michel Passet

Copie : M. Meyer - DAP  
T. Lopez - DAI





# Extrait du registre des arrêtés de la mairie de Montpellier

Sécurité 20 -1402/72-2011

## AUTORISATION D'OUVERTURE

Mise en conformité du désenfumage  
Parking Arc de Triomphe / Foch  
Rue Foch

MONTPELLIER

Le MAIRE de la VILLE de MONTPELLIER

- VU le code général des collectivités territoriales, articles L 2211-1 et suivants, relatifs aux pouvoirs de police du maire.
- VU le code de la construction et de l'habitation et plus particulièrement l'article R123-46 ;
- VU le procès-verbal de réception établi le 12 mai 2011 par la commission de sécurité ;

### ARRETE

#### ARTICLE 1

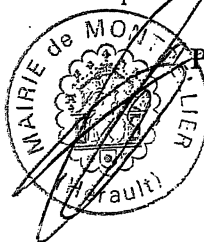
Est autorisée l'ouverture au public du parking Arc de Triomphe / Foch suite aux travaux de mise en conformité du désenfumage.

#### ARTICLE 2

Les prescriptions émises par la commission susnommée devront être suivies d'effet.

#### ARTICLE 3

Monsieur le Directeur Général de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur départemental de la sécurité publique, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le **21 JUIN 2011**  
Pour Madame le Maire  
L'Adjoint Délégué,  
  
*Michel Passet*

Le Maire de la Ville de Montpellier informe que le présent acte peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication (actes réglementaires) ou de sa notification (actes individuels) :

- soit d'un recours gracieux auprès du Maire.
- soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, directement sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification d'une réponse expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).

Département Equipements et  
Services

Direction Architecture et  
Immobilier  
Service Patrimoine Sécurité

Mairie de Montpellier  
1 Place Francis Ponge  
34064 Montpellier Cedex 2  
Téléphone 04 67 34 70 34  
Fax 04 99 06 06 75

Montpellier, **21 JUIN 2011**

Réf : 04/20/sm/sb/358-2011  
**Pôle ERP**  
Affaire suivie par : S. Marcel

Ville de



Montpellier

Le Maire de la Ville de Montpellier

à

Monsieur Canovas  
Directeur  
Carrefour Market  
Rue de Raguse  
34000 Montpellier

Objet : Etude de **projet**  
Mise en sécurité  
Carrefour Market  
Rue de Raguse  
AT 10-683

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joints :

- un exemplaire du procès-verbal de la commission de **sécurité** du 10 mars 2011 qui, suite à l'examen du projet susvisé, a émis un avis :

**FAVORABLE** à la réalisation des travaux.

- un exemplaire du procès-verbal de la commission d'**accessibilité** du 17 mai 2011 qui, suite à l'examen du projet susvisé, a émis un avis :

**FAVORABLE** à la réalisation des travaux.

- un exemplaire de l'**arrêté d'autorisation de travaux** que j'ai pris au vu de ces avis.

Conformément à l'article R 123-43 du code de la construction et de l'habitation, il vous appartient de vous conformer aux prescriptions émises par ces commissions.

Afin d'envisager la levée d'avis défavorable qui frappe votre établissement, je vous saurai gré d'informer mes services dès lors que les travaux auront été réalisés.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, en l'assurance de mes salutations distinguées.

Pour Madame le Maire  
L'Adjoint Délégué,

*Michel Passet*

Copie lettre : SIDPC



# Extrait du registre des arrêtés de la mairie de Montpellier

Sécurité 10 -20/73-2011

## AUTORISATION DE TRAVAUX

Mise en sécurité  
Carrefour Market  
Rue de Raguse

MONTPELLIER

Le MAIRE de la VILLE de MONTPELLIER

- VU le code général des collectivités territoriales, articles L 2211-1 et suivants, relatifs aux pouvoirs de police du maire ;
- VU le code de la construction et de l'habitation et plus particulièrement l'article R 123-46 ;
- VU le procès-verbal d'étude de projet établi le 10 mars 2011 par la commission de sécurité ;
- VU le procès-verbal d'étude de projet établi le 17 mai 2011 par la commission d'accessibilité ;

### ARRETE

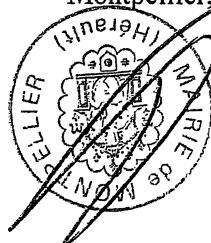
#### ARTICLE 1

Sont autorisés les travaux décrits dans le dossier enregistré sous la référence AT 10-683 soumis aux commissions de sécurité et d'accessibilité, sous réserve du respect des prescriptions émises par celles-ci.

#### ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 21 JUIN 2011



Pour Madame le Maire  
L'Adjoint Délégué

Michel Passet

Le Maire de la Ville de Montpellier informe que le présent acte peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication (actes réglementaires) ou de sa notification (actes individuels) :

- soit d'un recours gracieux auprès du Maire.
- soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, directement sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification d'une réponse expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).

SOL

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5623

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Turgot

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison d'une livraison de poutres métalliques à la demande de GFC CONSTRUCTION ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **01 juillet 2011** et jusqu'au **04 juillet 2011** inclus, la Rue Turgot dans sa partie comprise entre la Rue du Quatre Vingt Unième Régiment d'Infanterie et la Rue Lakanal est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue du Quatre Vingt Unième Régiment d'Infanterie, emprunte :

- la Rue Marie Caizergues
- la Rue des Abeilles
- la Rue Lakanal

et se termine sur la Rue Turgot.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de GFC CONSTRUCTION.

**Article 5 :**

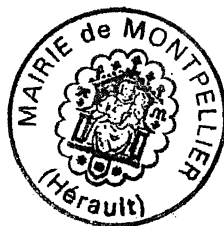
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 22 juin 2011**

**Madame le Maire**



  
**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

**Publié le : 28 JUIN 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Voies diverses Pique-nique Face Book

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du pique-nique FACEBOOK ;

**Arrête :**

#### Article 1 :

À compter du **26 juin 2011** et jusqu'au **27 juin 2011** inclus, la circulation et le stationnement sont interdits sur:

- la Rue de Rhodes et ses parkings attenants,
- la Rue des Gabares,
- le Pont Juvénal entre le Rond Point Christophe Colomb et la Rue Poséidon,
- l'Avenue du Pirée entre la Place Jean Bène et la Place du Père louis,
- la Rue Poséidon entre l'Avenue Jacques Cartier et le Boulevard International.

Une déviation est mise en place pour la Rue de Rhodes, la rue Poséidon, et l'Avenue du Pirée et emprunte d'une part l'avenue Jean Mermoz et la rue léon Blum et d'autre part emprunte la Rue de l'Acropole. Pour l'Avenue du Pont Juvénal, la déviation emprunte l'Avenue de la Pompignane, la Rue Henri Pequet et l'Avenue Pierre Mendes France.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Ces dispositions entreront en vigueur à la diligence de la police.

**Article 3 :**

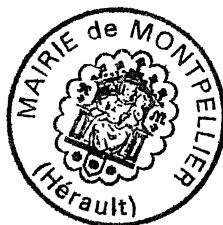
Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4:**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 22 juin 2011  
Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le : 27 JUIN 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Pierre d'Auvergne

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement des feux de la Saint-Jean, à la demande de l'association des résidents de la rue Pierre d'Auvergne ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **24 juin 2011**, la circulation est interdite Rue Pierre d'Auvergne dans sa partie comprise entre l'Avenue Guilhem de Poitiers et la Rue Azalaïs d'Altier  
Ces dispositions sont applicables **de 19h00 à 24h00.**

**Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Pierre d'Auvergne, emprunte :

- la Rue Bigot
- l'Avenue Raimbaud d'Orange

et se termine sur l'Avenue Guilhem de Poitiers.



**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**


La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'association

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 22 juin 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le :**

**28 JUIN 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de Sardaigne

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison du repas de quartier à la demande de l'association des accédants du village retrouvé ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

Le **25 juin 2011**, la Rue de Sardaigne est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### **Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'association

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

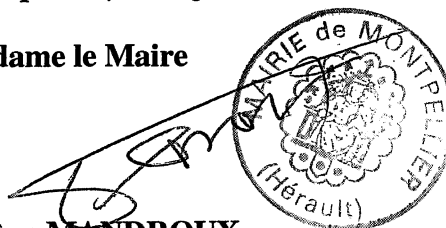
**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 22 juin 2011**

**Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**



**Publié le :**

**28 JUIN 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Professeur Louis Ravaz

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'élagage à la demande du Service Espaces Verts de la Ville de MONTPELLIER ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **04 juillet 2011** et jusqu'au **08 juillet 2011** inclus, l'Avenue du Professeur Louis Ravaz dans sa partie comprise entre la Rue Sainte Geneviève et la Rue des Papyrus est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SARIVIERE.

**Article 4 :**

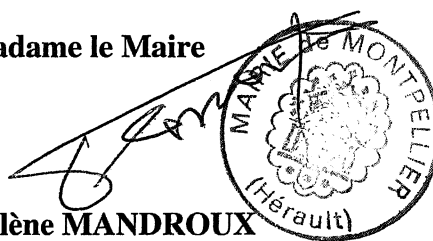
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 22 juin 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le :**

**28 JUIN 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Voies diverses

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau d'éclairage public à la demande du service Eclairage Public de la Ville de MONTPELLIER ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **04 juillet 2011** et jusqu'au **16 décembre 2011** inclus, l'Avenue Henri Marès est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 2 :**

À compter du **04 juillet 2011** et jusqu'au **16 décembre 2011** inclus, la Rue Paul Rimbaud est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

### Article 3 :

À compter du **04 juillet 2011** et jusqu'au **16 décembre 2011** inclus, la Rue Circé est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

### Article 4 :

À compter du **04 juillet 2011** et jusqu'au **16 décembre 2011** inclus, la Rue Esculape est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

### Article 5 :

À compter du **04 juillet 2011** et jusqu'au **16 décembre 2011** inclus, la Rue des Papyrus est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

### Article 6 :

À compter du **04 juillet 2011** et jusqu'au **16 décembre 2011** inclus, l'Avenue du Professeur Louis Ravaz dans sa partie comprise entre la Rue Paul Rimbaud et la Rue des Avant-Monts est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

### Article 7 :

À compter du **04 juillet 2011** et jusqu'au **16 décembre 2011** inclus, la Rue Coligny est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 8 :**

À compter du **04 juillet 2011** et jusqu'au **16 décembre 2011** inclus, la Rue Jacques Dalcroze est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 9 :**

À compter du **04 juillet 2011** et jusqu'au **16 décembre 2011** inclus, l'Impasse Auguste Mourgues est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 10 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 11 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 12 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise.

**Article 13 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 22 juin 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le :

28 JUIN 2011



**Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de  
Montpellier  
TOUR DE FRANCE CYCLISTE 2011  
Arrêté temporaire  
Mesures de circulation et de stationnement  
Voies diverses**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du Tour de France Cycliste 2011 ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Les dispositions définies par le présent arrêté seront appliquées à la diligence des services de police.

**Article 2 :**

Le **17 juillet 2011**, la circulation est interdite, à l'exception des véhicules accrédités Tour de France, sur l'**itinéraire de la course** :

- Rond-point Maurice Gennevaux ;
- l'Avenue Léon Jouhaux ;
- Carrefour Willy Brandt dans la bretelle d'accès depuis la RN 109 vers l'Avenue de la Liberté ;
- l'Avenue de la Liberté dans sa partie comprise entre le Carrefour Willy Brandt vers et jusqu'à la Place Robert Schuman ;
- la Place Robert Schuman ;
- l'Avenue de l'Europe dans sa partie comprise entre la Place Robert Schuman et la Rue du Professeur Blayac ;
- la Rue du Professeur Blayac ;
- Rond-point René Char ;

- Rond-point de Blayac ;
- l'Avenue des Moulins dans sa partie comprise entre le Rond-point de Blayac vers et jusqu'au Rond-point d'Alco ;
- Rond-point d'Alco ;
- la Rue Jean Bart dans sa partie comprise entre le Rond-point d'Alco et le Rond-point La Pérouse ;
- Rond-point La Pérouse ;
- l'Avenue du Professeur Louis Ravaz dans sa partie comprise entre le Rond-point La Pérouse et la Rue Paul Rimbaud ;
- la Rue Paul Rimbaud ;
- la Rue Marius Carrieu ;
- l'Avenue Paul Bringuier ;
- l'Avenue des Garrats ;
- l'Avenue de la Recambale ;
- l'Avenue de Vanières ;

Ces dispositions sont applicables **de 13h00 à 19h00.**

### **Article 3 :**

Le **17 juillet 2011**, la circulation est interdite, à l'exception des **véhicules accrédités** sur :

- l'Avenue des Moulins depuis le Rond-point du Chateau d'Ô vers et jusqu'au Rond-point d'Alco ;
- sur la Route de Lavérune depuis la rue Montée du Terral vers et jusqu'au Rond-point Maurice Gennevaux ;
- l'Avenue Pablo Neruda dans sa partie comprise entre le Rond-point Antonin Artaud et le Rond-point René Char .

Ces dispositions sont applicables **de 13h00 à 19h00.**

### **Article 4 :**

Le **17 juillet 2011**, la circulation est interdite, à l'exception des **véhicules accrédités Tour de France** sur :

- l'Avenue de la Recambale depuis l'Avenue des Garrats vers et jusqu'à l'Avenue de Vanières ;
- l'Avenue de Vanières dans sa partie comprise entre l'Avenue de la Recambale et la Rue de Bugarel ;
- l'Avenue Maurice Planès ;
- la Rue Gustave Flaubert dans sa partie comprise entre la rue Alfred Jarry et l'avenue Maurice Planès ;
- la Rue Topaze dans sa partie comprise entre la résidence "Le Véga" et l'Avenue de Vanières .

Ces dispositions sont applicables **de 4h00 à 24h00.**

### **Article 5 :**

Le **17 juillet 2011**, la circulation est interdite, à l'exception des **riverains** et des **véhicules accrédités Tour de France**, sur :

- la Rue de Bugarel dans sa partie comprise entre l'Avenue de Toulouse et le Boulevard Paul Valéry ;
- la Rue de Bugarel dans sa partie comprise entre le Boulevard Paul Valéry et la Rue des All Blacks ;
- le Boulevard Paul Valéry dans sa partie comprise entre la Rue Simon Reynaud et la Rue de Bugarel .

Ces dispositions sont applicables **de 11h00 à 24h00**

**Article 6 :**

Le **17 juillet 2011**, la circulation est interdite, à l'exception des **véhicules accrédités Tour de France**, sur :

- le Boulevard Paul Valéry dans sa partie comprise entre la Place Flandres-Dunkerque et la Rue de Bugarel .

Ces dispositions sont applicables **de 11h00 à 24h00**

**Article 7 :**

Le **17 juillet 2011**, la circulation est interdite, à l'exception des **riverains** et des **véhicules accrédités Tour de France**, sur :

- la Rue Yves Montand dans sa partie comprise entre la Rue Joe Dassin et la Place Robert Schuman ;
- l'Avenue Henri Marès depuis l'Avenue du Père Soulas vers et jusqu'à l'Avenue du Professeur Louis Ravaz ;
- la Rue de Cante-Gril ;
- l'Avenue Saint Clément dans sa partie comprise entre la Rue de la Croix de Las Cazes et la Rue Paul Rimbaud ;
- la Rue d'Alco dans sa partie comprise entre l'Avenue de Lodève et la Rue Marius Carrieu ;
- la Rue d'Alco dans sa partie comprise entre la Rue Paul Rimbaud et la Rue Marius Carrieu ;
- la Rue du Pas du Loup dans sa partie comprise entre le Boulevard Paul Valéry et l'Avenue de Vanières
- la Rue du Pas du Loup dans sa partie comprise entre la Rue de Cheng-Du et l'Avenue de Vanières ;
- l'Avenue du XV de France .

Ces dispositions sont applicables **de 13h00 à 19h00.**

**Article 8 :**

Le **17 juillet 2011**, un sens unique est institué sur :

- la Rue de Bionne depuis le Rond-point Maurice Gennevaux vers et jusqu'à la Rue du Pont de Lavérune ;
- sur la Route de Lavérune depuis le Rond-point Maurice Gennevaux vers et jusqu'à la rue Montée du Terral ;
- Rond-point d'Alco de la rue Michel Teule vers la rue d'Alco ;
- Allée de la Martelle depuis la Route de Lavérune vers la Rue du Mas René .

Ces dispositions sont applicables **de 13h00 à 19h00.**

**Article 9 :**

Le **17 juillet 2011**, une circulation à double sens est instituée sur :

- Avenue Paul Bringuier sur la bretelle d'accès depuis l'avenue de Lodève vers l'avenue d'Alco (Accès à la résidence "La Vigne Vierge") ;
- Rue Henri Lagathu .

Ces dispositions sont applicables **de 13h00 à 19h00.**

**Article 10 :**

À compter du **16 juillet 2011 18h00** et jusqu'au **17 juillet 2011 19h00** inclus, **le stationnement et l'arrêt** des véhicules sont interdits sur les emplacements de stationnement, les trottoirs et les bas cotés des voies susvisées à l'article 2 du présent arrêté, ainsi que sur celles énumérées ci-après :

- l'Avenue du Professeur Louis Ravaz sur le parking de la Maison Pour Tous Paul Emile Victor situé à l'angle de la Rue Edmond Lautard ;
- l'Avenue Maurice Planès ;
- la Rue de Bugarel dans sa partie comprise entre l'Avenue de Vanières et l'Avenue du XV de France ;
- le Boulevard Paul Valéry dans sa partie comprise entre la Rue Simon Reynaud et la Rue de Bugarel ;

Le non respect des dispositions prévues de le présent article sera considéré comme abusif et gênant et **passible de mise en fourrière**.

**Article 11 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

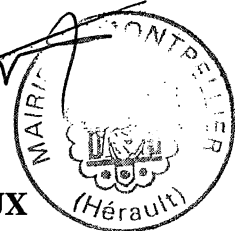
**Article 12 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 22 juin 2011

Madame le Maire

  
**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
**Serge FLEURENCE**



Publié le : 28 JUIN 2011

**Marché de conception/réalisation pour la construction du  
groupe scolaire Parc Marianne. Liste des 5 groupements  
admis à réaliser les prestations.**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L.2122-1 ;
- Vu l'article 24 du code des Marchés Publics
- Vu l'article 69 du code des Marchés Publics
- Vu le procès verbal de la commission du jury du 9 juin 2011.

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

La liste des groupements autorisés à présenter une offre est la suivante :

- 1 -Entreprise DUMEZ SUD/Architecte Emmanuel NEBOUT/BET VERDIER/ADRET
- 2 Entreprise DARVER/Architectes NM2 ARCHITECTURE, ATELIER Philippe MADEC /TRIBU/CALDER  
INGENIERIE /BETSO/PATRICK SECONDE
- 3 Entreprise EIFFAGE/Architectes BOYER-GIBAUD-PERCHERON-ASSUS/P3G INGENIERIE
- 4 Entreprise SOGEA SUD/Architecte Anne DEMIANS/CELSIUS ENVIRONNEMENT /INGEFLUX /VP& GREEN
- 5 Entreprise GFC/Architecte COSTE/ETAMINE /BETOM

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Arrête :**

Montpellier, le

22/06/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur  
l'Adjoint délégué

Jean-Louis GELY

Publié le : 23/06/2011  
Notifié le :

**Délégation Officier d'Etat Civil concernant M. Jacques  
MARTIN  
le 03 septembre 2011**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18 et L 2122-32 ;
- Vu la délibération du 2 avril 2008 donnant délégation à Madame le Maire conformément aux textes susvisés, complétée par la délibération n° 2009/131 du 30 mars 2009 ;
- Considérant qu'aucun adjoint ne pourra assurer les célébrations de mariage du samedi 3 septembre 2011 à 14 heures 30 ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

- Monsieur Jacques MARTIN, Conseiller Municipal, reçoit délégation de fonction d'Officier d'Etat-Civil pour célébrer le mariage du samedi 3 Septembre 2011 à 14 heures 30 ;

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

Montpellier, le 22.08.2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publié le :  
Notifié le :

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté n°2011/1579/T/R**

**Cabinet du Maire  
Monsieur Christian ASSAF  
Retrait de délégation de signature**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L2122-19 et L. 2122-20 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2010/1013/T/R en date du 18/10/2010 portant délégation de signature du département du Cabinet du Maire ;
- Vu la demande de cessation de fonction de M. Christian ASSAF ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

La délégation de signature de M. Christian ASSAF, en sa qualité de Directeur du Cabinet du Maire, est rapportée à compter du 31 mai 2011.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22/06/2011

**Madame le Maire**

  
**Hélène MANDROUX**

**Publié le :  
Notifié le :**

Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier

Arrêté n°2011/1608/T/R

**Cabinet du Maire**  
**Monsieur Alban ZANCHIELLO**  
**Retrait de délégation de signature**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L2122-19 et L. 2122-20 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2010/1013/T/R en date du 18/10/2010 portant délégation de signature du département du Cabinet du Maire ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

La délégation de signature de M. Alban ZANCHIELLO, en sa qualité de Directeur adjoint du Cabinet du Maire, est rapportée à compter du 20 juin 2011.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22.06.2011

Madame le Maire

  
Hélène MANDROUX

**Publié :**

**Notifié :**



Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5626

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Daniel Sage

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de réparation de plancher à la demande de l'Entreprise Ville Neuve ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **06 juillet 2011** et jusqu'au **14 août 2011** inclus, Rue Daniel Sage au n° 4, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'Entreprise Ville Neuve

**Article 4 :**

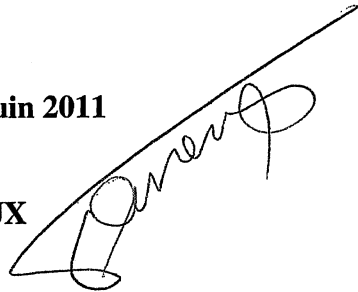
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

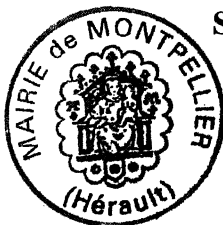
Montpellier, le 23 juin 2011

Madame le Maire  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le :

28 JUIN 2011



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Michel Vernière

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux raccordement électrique à la demande de ERDF ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **27 juin 2011** et jusqu'au **01 juillet 2011** inclus, la Rue Michel Vernière est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### **Article 3 :**

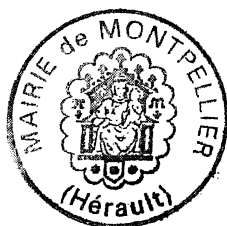
La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ERDF.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



**Montpellier, le 23 juin 2011**  
**Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

**Publié le :**

**27 JUIN 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Circulation alternée Rue de la Galera

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de dépose de câble électrique et des supports à la demande de l'entreprise GFC CONSTRUCTION.

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **06 juillet 2011**, Rue de la Galera sur une distance de 200 ml, de la Rue Croix de Lavit en direction de la Rue Saint Priest, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.  
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 18h00.**

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

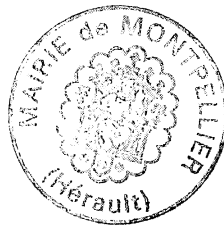
La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de GFC CONSTRUCTION.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



**Montpellier, le 23 juin 2011**  
**Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

**Publié le :        2 8 JUIN 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Circulation interdite Rue de la République

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réfection de chambres FT à la demande de FRANCE TELECOM. ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **04 juillet 2011** et jusqu'au **05 juillet 2011** inclus, Rue de la République angle Rue de la République, Rue d'Alger., la circulation est interdite.  
Ces dispositions sont applicables **de 21h30 à 5h10.**

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de FRANCE TELECOM.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 23 juin 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le :**

**28 JUIN 2011**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue d'Alger

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de réfection de chambre FT à la demande de FRANCE TELECOM. ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **04 juillet 2011** et jusqu'au **08 juillet 2011** inclus, Rue d'Alger côté impair dans sa partie comprise entre la Rue Durand et la Rue du Grand Saint Jean, le stationnement est interdit. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

**Article 4 :**

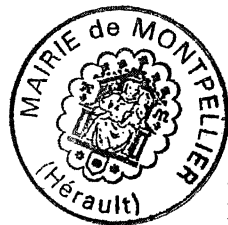
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 23 juin 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le : 29 JUIN 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Parlier

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réfection de chambres FT à la demande de FRANCE TELECOM.

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **04 juillet 2011** et jusqu'au **08 juillet 2011** inclus, la Rue Parlier côté impair le stationnement est interdit au droit du numéro 5, sur trois places. est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours et les riverains..
- Le stationnement est interdit.  
Ces dispositions sont applicables **de 7h à 18h.**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue du Grand Saint Jean, emprunte :

- la Rue Henri Guinier
- la Rue Anatole France

et se termine sur le Boulevard Victor Hugo.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de FRANCE TELECOM.

**Article 4 :**

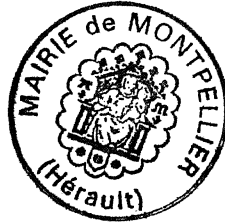
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 23 juin 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le : 28 JUIN 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de Lodève

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **27 juin 2011** et jusqu'au **01 juillet 2011** inclus, l'Avenue de Lodève dans sa partie comprise entre le Boulevard Benjamin Milhaud et la Rue de Clémentville est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

**Article 4 :**

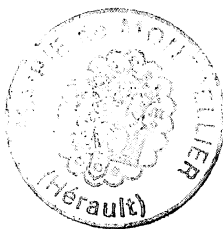
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 23 juin 2011

Madame le Maire



  
**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le : 28 JUIN 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue des Clématites

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux d'élagage à la demande de l'entreprise GORCE ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **01 juillet 2011** et jusqu'au **04 juillet 2011** inclus, Rue des Clématites dans sa partie comprise entre la Rue des Pâquerettes et la Rue des Coquelicots, le stationnement est interdit. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de GORCE.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 23 juin 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le :**

**28 JUIN 2011**



**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la TAM

**Article 5 :**

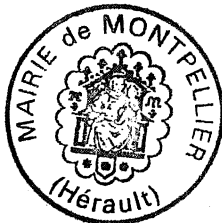
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 23 juin 2011

Madame le Maire



  
**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

**Publié le :**

**28 JUIN 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5586

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de Toulouse

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de montage de Grue, à la demande de l' EUP. ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **01 juillet 2011**, l'Avenue de Toulouse dans sa partie comprise entre le Passage Béjart et la rue des Bougainvilliers est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;  
Ces dispositions sont applicables **8h à 17h**.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l' entreprise Lafont.

**Article 4 :**

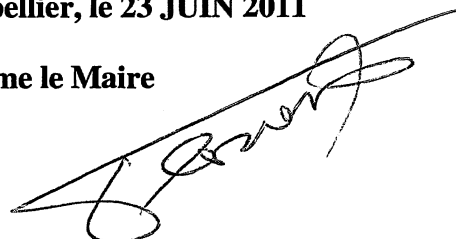
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 23 JUIN 2011**

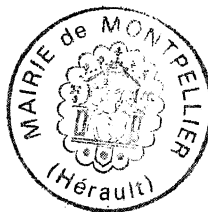
**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le :**

**22 JUIN 2011**



Département Equipements et  
Services

Direction Architecture et  
Immobilier  
Service Patrimoine Sécurité

Mairie de Montpellier  
1 Place Francis Ponge  
34064 Montpellier Cedex 2  
Téléphone 04 67 34 70 34  
Fax 04 99 06 06 75

Montpellier, **23 JUIN 2011**

Réf : 08/1841/sm/lo/363-2011  
**Pôle ERP**  
Affaire suivie par : S. Marcel



Le Maire de la Ville de Montpellier

à

Monsieur le Directeur de la  
DREJS

Objet : Etude de **projet**  
Levée d'avis défavorable  
Régulation administrative des  
travaux d'aménagement du  
restaurant scolaire  
Groupe Scolaire Jean Mermoz  
AT 11-1049

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joints :

- un exemplaire du procès-verbal de la commission de **sécurité** du 19 mai 2011 qui, suite à l'examen du projet susvisé, a émis un avis :

**FAVORABLE** à la réalisation des travaux.

- un exemplaire de l'**arrêté d'autorisation de travaux** que j'ai pris au vu de cet avis.

*Je vous invite à communiquer ces documents au responsable de l'établissement en lui demandant d'en respecter les indications, pour ce qui le concerne.*

Conformément à l'article R 123-43 du code de la construction et de l'habitation, il vous appartient de vous conformer aux prescriptions éventuellement émises par cette commission.

La régularisation administrative de ces travaux entraine de fait la levée de l'avis défavorable. Aussi, j'ai le plaisir de vous adresser également le procès-verbal l'actant.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, en l'assurance de mes salutations distinguées.

Pour Madame le Maire  
L'Adjoint Délégué,

*Michel Passet*

Copie lettre : SIDPC



# Extrait du registre des arrêtés de la mairie de Montpellier

Sécurité 10 -1841/75/2011

## AUTORISATION DE TRAVAUX

Réaménagement du restaurant scolaire  
Groupe scolaire Jean Mermoz  
Rue de la Croix du Sud

MONTPELLIER

Le MAIRE de la VILLE de MONTPELLIER

- VU le code général des collectivités territoriales, articles L 2211-1 et suivants, relatifs aux pouvoirs de police du maire ;
- VU le code de la construction et de l'habitation et plus particulièrement l'article R 123-46 ;
- VU le procès-verbal d'étude de projet établi le 19 mai 2011 par la commission de sécurité ;

### ARRETE

#### ARTICLE 1

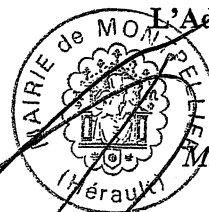
Sont autorisés les travaux décrits dans le dossier enregistré sous la référence AT 11-1049 soumis aux commissions de sécurité et d'accessibilité, sous réserve du respect des prescriptions émises par celles-ci.

#### ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le **23 JUIN 2011** :

Pour Madame le Maire  
L'Adjoint Délégué



Michel Passet

Le Maire de la Ville de Montpellier informe que le présent acte peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication (actes réglementaires) ou de sa notification (actes individuels) :

- soit d'un recours gracieux auprès du Maire.
- soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, directement sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, où à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification d'une réponse expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Bosquet

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réparation de conduite à la demande de France Télécom ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **04 juillet 2011** et jusqu'au **15 juillet 2011** inclus, la circulation est interdite Rue Bosquet dans sa partie comprise entre la Rue du Faubourg Boutonnet et la Rue Lakanal

**Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue du Faubourg Boutonnet, emprunte :

- la Rue Achille Bégé
- et se termine sur la Rue Lakanal.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de France Télécom

**Article 5 :**

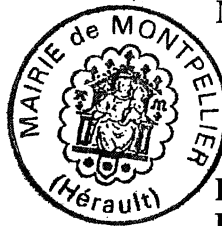
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 24 juin 2011

Madame le Maire



  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le : 29 JUIN 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5638

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Stop Boulevard Louis Blanc et Rue des Ecoles Laïques

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 415-6 et R.411-7 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 4 du tramway à la demande de TAM ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Du **08 août 2011** au **28 août 2011** à l'intersection de la Rue des Ecoles Laïques et du Boulevard Louis Blanc, les conducteurs circulant sur la Rue des Ecoles Laïques sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM



**Article 4 :**

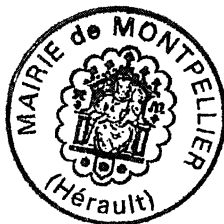
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

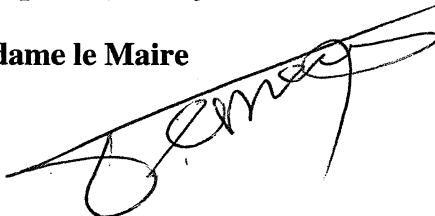
**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 24 juin 2011**

**Madame le Maire**



  
**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

**Publié le : 30 JUIN 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5639

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Stop Boulevard Louis Blanc et Rue de l'Université

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 415-6 et R.411-7 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 4 du tramway à la demande de TAM ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Du **08 août 2011** au **28 août 2011** à l'intersection du Boulevard Louis Blanc et de la Rue de l'Université, les conducteurs circulant sur la Rue de l'Université sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

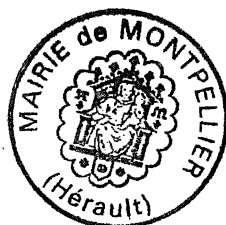
**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

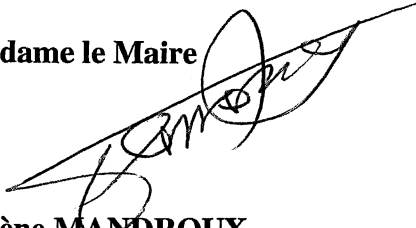
**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 24 juin 2011**



**Madame le Maire**

  
**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

**Publié le : 30 JUIN 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5640

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Stop Boulevard Pasteur et Rue de la Providence

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 415-6 et R.411-7 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 4 du tramway à la demande de TAM ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

Du 08 août 2011 au 28 août 2011 à l'intersection de la Rue de la Providence et du Boulevard Pasteur, les conducteurs circulant sur la Rue de la Providence sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

**Article 4 :**

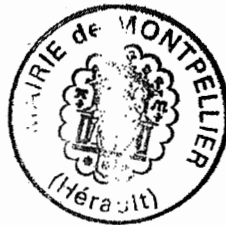
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

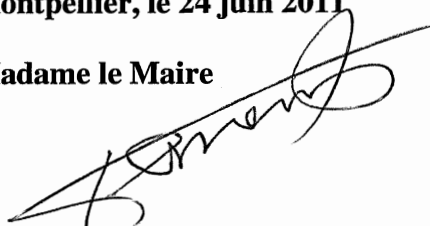
**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 24 juin 2011**

**Madame le Maire**



  
**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

**Publié le : 30 JUIN 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5641

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Stop Rue Joachim Colbert et Boulevard Pasteur

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 415-6 et R.411-7 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 4 du tramway à la demande de TAM ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

Du **08 août 2011** au **28 août 2011** à l'intersection du Boulevard Pasteur et de la Rue Joachim Colbert, les conducteurs circulant sur la Rue Joachim Colbert sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### **Article 3 :**

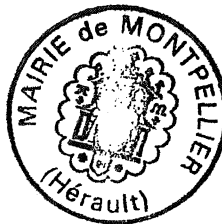
La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



**Montpellier, le 24 juin 2011**

**Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le : 30 JUIN 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5642

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Stop Place Albert 1er et Boulevard Pasteur

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 415-6 et R.411-7 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 4 du tramway à la demande de TAM ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

Du **08 août 2011** au **28 août 2011** à l'intersection du Boulevard Pasteur et de la Place Albert 1er, les conducteurs circulant sur le Boulevard Pasteur sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### **Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM



**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.


**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 24 juin 2011**

**Madame le Maire**



  
**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

**Publié le : 30 JUIN 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue des Aiguerelles

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux pour une copropriété à la demande de Monsieur PARIS ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **13 juillet 2011**, la circulation est interdite Rue des Aiguerelles dans sa partie comprise entre la Place Carnot et la Rue Farges  
Ces dispositions sont applicables **de 8h à 17h.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

**Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur le Boulevard de Strasbourg, emprunte :

- la Rue Général Riu
- et se termine sur la Rue Henri René.

**Article 3 :**

Le **13 juillet 2011**, Rue des Aiguerelles côté impair dans sa partie comprise entre la Place Carnot et la Rue Farges 5 places de stationnement du numéro 9 au 15, le stationnement est interdit.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de demandeur.

**Article 6 :**

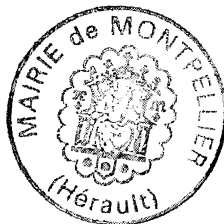
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 24 juin 2011

Madame le Maire



  
**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
**Serge FLEURENCE**

**Publié le : 29 JUIN 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de l'Espérou et Avenue d'Occitanie

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5348 du **17 mai 2011** ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT que les travaux sur le réseau AEP ne sont pas terminés.

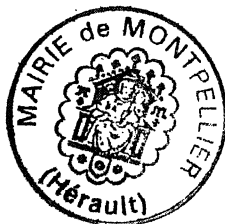
Arrête :

**Article 1er :**

À compter du **30 juin 2011** les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5348 du **17 mai 2011** sont prorogées jusqu'au **29 juillet 2011** inclus.

**Article 2 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 24 juin 2011  
Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le : 29 JUIN 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Triolet

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de réfection de chaussée à la demande du Service Voirie.

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **04 juillet 2011** et jusqu'au **13 juillet 2011** inclus, la Rue du Triolet dans sa partie comprise entre l'Avenue Frédéric Sabatier d'Espeyran et l'Avenue Emile Diacon est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;  
Ces dispositions sont applicables **de 7h00 à 18h00.**  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite pendant les phases de rabotage et de mise en oeuvre des enrobés.  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

Les déviations suivantes sont mises en place :

- l'Avenue Charles Flahault
- l'Avenue Emile Diacon
- l'Avenue du Docteur Pezet
- la Rue du Truel
- l'Avenue Augustin Fliche

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise MALET.

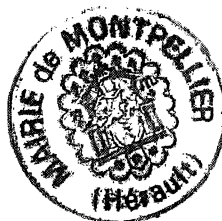
**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 24 juin 2011  
Madame le Maire



  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le :

30 JUIN 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5650

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue des Bouisses

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de rehaussement de chambre France Télécom à la demande de France Télécom ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **11 juillet 2011** et jusqu'au **22 juillet 2011** inclus, la Rue des Bouisses dans sa partie comprise entre la Rue du Mas de Perrette et la Rue des Vestales est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SLA

**Article 4 :**

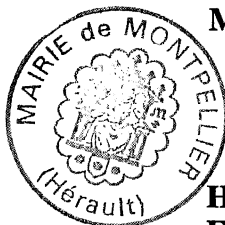
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 24 Juin 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le :**

**29 JUIN 2011**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Mondial 98

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de poses de conteneurs verre et emballage à la demande de la SERM ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **05 juillet 2011** et jusqu'au **08 août 2011** inclus, l'Avenue du Mondial 98 dans sa partie comprise entre la Rue Victor Vasarely et la Rue Raoul Dufy est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite.  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

#### **Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue du Mondial 98, emprunte :

- la Rue Victor Vasarely
- la Rue Georges Braque
- la Rue Raoul Dufy

et se termine sur l'Avenue du Mondial 98.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOLATRAG

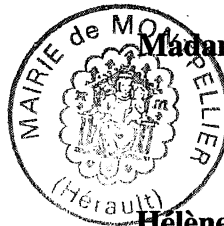
**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 24 Juin 2011



Madame le Maire

**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

**Publié le :**

**29 JUIN 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5643

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de Salaison

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'extension du réseau électrique à la demande d'ERDF ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **04 juillet 2011** et jusqu'au **29 juillet 2011** inclus, la Rue de Salaison est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### **Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge d'ERDF

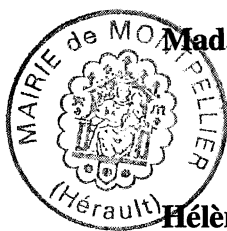
**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 24 Juin 2011**



**Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le : 29 JUIN 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue du Professeur Forgue

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de la TAM ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **04 juillet 2011** et jusqu'au **08 juillet 2011** inclus, la circulation est interdite Rue du Professeur Forgue  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

**Article 2 :**

Les déviations suivantes sont mises en place :

- en provenance de l'avenue de Lodève par :
  - l'Avenue de Lodève
  - l'Avenue Masséna
  - Rond-point de l'Armée des Alpes
  - l'Avenue de la Liberté
- en provenance de l'avenue de la Liberté par :
  - la Rue Pierre Causse
  - l'Avenue Masséna
  - l'Avenue de Lodève
  - la Rue de Las Sorbes
  - la Rue de Clémentville
  - l'Avenue de Lodève

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de la Vieille Poste

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de changement de mobilier urbain à la demande de JC DECAUX. ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **04 juillet 2011** et jusqu'au **20 juillet 2011** inclus, Rue de la Vieille Poste Devant la CRS 56 au N°488, la voie de droite est interdite à la circulation générale.

**Article 2 :**

À compter du **04 juillet 2011** et jusqu'au **20 juillet 2011** inclus, Rue de la Vieille Poste Devant CRS 56 au N° 488, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de JC DECAUX.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 29 juin 2011**

**Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**



**Publié le :** 01 JUIL. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Voies diverses

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de chaussée à la demande de la Voirie ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **04 juillet 2011** et jusqu'au **22 juillet 2011** inclus, l'Avenue de la Liberté dans sa partie comprise entre la Route de Lodève et la Place Robert Schuman est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- la voie de droite est interdite à la circulation générale.

Les véhicules circulant habituellement sur cette voie seront déviés sur les voies restants libres.

**Article 2 :**

À compter du **04 juillet 2011** et jusqu'au **22 juillet 2011** inclus, l'Avenue de l'Europe dans sa partie comprise entre la Rue du Professeur Blayac et la Rue de l'Agathois est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- les voies de droite seront interdites à la circulation générale.

Les véhicules circulant habituellement sur ces voies seront déviés sur les voies restants libres.



**Article 3 :**

À compter du **04 juillet 2011** et jusqu'au **22 juillet 2011** inclus, l'Avenue de Gimel dans sa partie comprise entre la Rue de Chambert et l'Avenue de l'Europe est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale.

Les véhicules circulant habituellement sur cette voie seront déviés sur les voies restants libres.

**Article 4 :**

À compter du **04 juillet 2011** et jusqu'au **22 juillet 2011** inclus, Avenue de l'Europe dans sa partie comprise entre la Rue de l'Agathois et la Rue Jacques Boe dit Jasmin, la voie de droite est interdite à la circulation générale.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 6 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise

**Article 7 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 8 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 29 juin 2011**

**Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le :**

**01 JUIL. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Voies Divers Secteur Croix D'Argent

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réfection définitives de tranchées à la demande du service Voirie de la Ville de MONTPELLIER ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **04 juillet 2011** et jusqu'au **30 septembre 2011** inclus, divres voies du quartier Croix D'Argent sont soumises aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les voix concernées sont ;

- Rue de Vivaldi ;
- Rue de Rossini ;
- Rue de Beaumont ;
- Rue de Sardane ;
- Rue de la Begude ;
- Rue de Font-Couverte ;

- Rue de L'Etangs ;
- Rue de Bugarel ;
- Route de Laverune ;
- Rue du Pas du Loup ;
- Rue du 56 Ième RG D'Artillerie ;
- Rue des Chasseurs ;
- Rue de la Fontaine Berthomieu ;
- Passage Soixante Quinze ;
- Avenue Lepic ;
- Avenue Croix du Capitaine ;

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de L'entreprise **SCREG**.

**Article 4 :**


Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

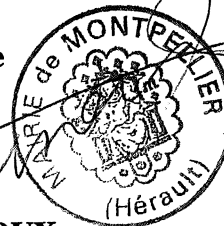
**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 29 Juin 2011

Madame le Maire

  
**Hélène MANDROUX**  
 Et par délégation  
 le Premier Adjoint,  
**Serge FLEURENCE**



Publié le :

01 JUIL. 2011

574

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Rue du Truel

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 110-2, R. 411-25, R. 411-8, R. 415-10, R. 415-7, R. 417-12, R. 431-9 et R.411-7 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, sixième partie, feux de circulation permanents et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Un sens unique est institué Rue du Truel dans le sens de la Place de la Brigade Légère du Languedoc vers l'Avenue du Docteur Pezet.

**Article 2 :**

Il est créé une piste cyclable sur trottoir réservée exclusivement aux cycles à deux ou trois roues Rue du Truel :

- côté impair dans sa partie comprise entre les voies d'accès au n°399 et à la faculté des sciences et l'Avenue du Docteur Pezet. La circulation s'effectue dans le sens de la voie mitoyenne réservée à la circulation générale
- côté pair dans sa partie comprise entre la Place de la Brigade Légère du Languedoc et l'Avenue du Docteur Pezet. La circulation s'effectue dans le sens de la voie mitoyenne réservée à la circulation générale et à double sens dans sa partie comprise entre l'Avenue du Docteur Pezet et le n° 296.

**Article 3 :**

La circulation est interdite aux piétons Rue du Truel côté impair dans sa partie comprise entre le n° 296 et l'Avenue du Docteur Pezet.

**Article 4 :**

La circulation des véhicules est réglementée par des feux tricolores circulaires à l'intersection de l'Avenue du Docteur Pezet et de la Rue du Truel.

En cas de non fonctionnement des signaux lumineux ou de leur mise en clignotant jaune les conducteurs abordant cette intersection sont tenus de céder le passage aux véhicules venant par la droite.

**Article 5 :**

À l'intersection de la Rue du Truel et des voies d'accès au n°399 et à la faculté des sciences, le carrefour aménagé est classé "carrefour à sens giratoire". En conséquence les conducteurs qui abordent ce carrefour sont tenus de respecter les règles de priorité fixées par le code de la route pour ce type de carrefour.

**Article 6 :**

À l'intersection de la piste cyclable et de la Rue du Truel à proximité du n°296, les conducteurs circulant sur la piste cyclable dans le sens de l'Avenue du Docteur Pezet vers la Place Eugène Bataillon sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

**Article 7 :**

À l'intersection de la piste cyclable et de la Rue du Truel à proximité du n°296, les conducteurs circulant sur la piste cyclable dans le sens de la Place Eugène Bataillon vers l'Avenue du Docteur Pezet sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

**Article 8 :**

Il est interdit de tourner à gauche dans l'Avenue du Docteur Pezet pour tous les véhicules venant de la Rue du Truel dans le sens de la Place de la Brigade du Languedoc vers l'Avenue du Docteur Pezet.

**Article 9 :**

Le stationnement est autorisé dans les emplacements prévus à cet effet Rue du Truel :

- côté impair au n° 145 sur un emplacement de 20 mètres ;
- des deux côtés dans sa partie comprise entre les voies d'accès au n°399 et à la faculté des sciences et la Place Eugène Bataillon ;
- côté pair entre le n° 296 et le n° 298.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 10 :**

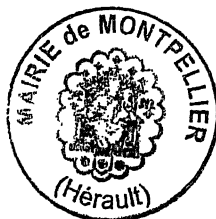
Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 11 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 12 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 24 juin 2011

Madame le Maire

Helène MANDROUX

Publié le :

07 JUL. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Boulevard des Sports

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réfection du plateau traversant à la demande de la ville de Montpellier ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **20 juillet 2011** inclus, la circulation est interdite Boulevard des Sports dans sa partie comprise entre l'Avenue Saint Maurice de Sauret et la Rue Liron  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

#### **Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue Saint Maurice de Sauret, emprunte :

- la Rue Françoise
- la Rue Liron

et se termine sur le Boulevard des Sports.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Malet

**Article 5 :**

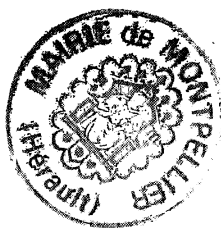
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 27 juin 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le : 05 JUIL. 2011**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Boulevard Mounié

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réfection du plateau traversant à la demande de la ville de Montpellier ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **20 juillet 2011** inclus, la circulation est interdite Boulevard Mounié dans sa partie comprise entre la Rue Val Marie et le Boulevard des Sports  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

#### **Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Val Marie, emprunte :

- la Rue des Paradisiens
- l'Avenue de Saint Maur

et se termine sur le Boulevard des Sports.

#### **Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Malet

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 27 juin 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le :**

**05 JUIL. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5660

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Boulevard du Jeu de Paume

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de la zone piétonne 2 à la demande de RTEP ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **22 juillet 2011** inclus, Boulevard du Jeu de Paume dans sa partie comprise entre la Rue Marceau et la Rue des Balances, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

Ces dispositions sont applicables **de 7h à 18h.**

#### **Article 2 :**

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **22 juillet 2011** inclus, Boulevard du Jeu de Paume sur une longueur de 100 mètres, les voies droite et gauche et le couloir bus, dans la partie Boulevard Ledru Rollin et Boulevard du Jeu de Paume., la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Ces dispositions sont applicables **de 7h à 18h.**

#### **Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de demandeur.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 27 juin 2011

Madame le Maire



  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

**Publié le : 05 JUIL. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### PERMISSION DE VOIRIE

France Telecom Ingénierie Gestion Affaires

**50 Avenue du Pont Juvénal**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code des postes et télécommunications ;
- Vu le code de la route ;
- Vu la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, relative à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé sur les chantiers de bâtiments et de génie civil ;
- Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964 relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales ;
- Vu le décret n°2005-1676 du 16 décembre 2005, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.
- Vu la délibération du conseil municipal du 27 octobre 1992 relative à la maîtrise de l'encombrement du sous-sol ;
- Vu l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire ;
- Vu l'arrêté municipal du 9 février 1987, relatif à l'occupation du sous-sol,
- Vu l'arrêté du 12/03/1998, publié au journal officiel le 19/03/1998, autorisant la société France Telecom Ingénierie Gestion Affaires à établir et à exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public ;
- Vu les avis des principaux maîtres d'ouvrage occupant la voirie communale recueillis suite à la commission de consultation du 12/12/1997, conformément à l'article R 141-14 du code de la voirie routière ;
- Vu le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) du 31/07/1998 et notamment le titre IV comportant le règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et l'arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique ;
- Vu la demande en date du jeudi 23 juin 2011 pour laquelle le maître d'ouvrage France Telecom Ingénierie Gestion Affaires dont le siège est situé Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, représentée par M. GUY Bernard, demande l'autorisation d'occuper le domaine public routier communal ;
- Considérant que, pour les besoins d'exploitation de sa licence d'opérateur de télécommunications, le pétitionnaire doit occuper le domaine public routier communal pour l'installation d'artères souterraines.

### ARRETE

#### Article 1 - Permission de voirie.

La société, France Telecom Ingénierie Gestion Affaires, Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, ci-après désignée "le permissionnaire", est autorisée à occuper le domaine public routier communal sous réserve du respect des conditions techniques et de sécurité en vigueur d'une part et des conditions particulières ci-après d'autre part.

La présente autorisation est accordée, sauf dénonciation, pour une période qui prend effet à la date de signature du présent arrêté et expire à la date d'échéance de l'autorisation accordée au permissionnaire pour établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public.

Elle concerne les installations et ouvrages techniques désignés à l'article 2.

Elle ne peut être cédée par le permissionnaire à aucune autre personne physique ou morale sans le consentement préalable écrit de la Ville.

Elle est périmée de plein droit si le permissionnaire n'a pas engagé les travaux dans un délai de six mois suivant la date du présent arrêté.

Sa reconduction fait l'objet d'une demande du permissionnaire à la Ville, adressée six mois au moins avant la date d'échéance.

## **Article 2 - Nature et localisation des installations.**

**Nature** : Telecom : Branchement linéaire.

**Localisation** : 50 Avenue du Pont Juvénal.

**Linéaire** : mètres.

N.B. : Toute installation supplémentaire venant s'ajouter, par la suite, au présent état doit faire l'objet d'une permission de voirie particulière qui est régie par les termes de la présente et prend fin à la même date.

## **Article 3 - Réalisation des ouvrages**

Les ouvrages sont réalisés conformément aux plans de projet joints à la demande de permission de voirie susvisée. Toute modification à apporter le cas échéant, à titre provisoire ou définitif, aux voiries et accessoires ainsi qu'aux équipements de toute nature compris dans l'emprise du domaine public occupé doit être autorisée préalablement par la Ville. Les dépenses résultant de ces modifications sont à la charge du permissionnaire.

La nature et la qualité des matériaux utilisés ainsi que la profondeur des canalisations doivent être conformes au règlement de voirie. Si la profondeur des installations se révélait ultérieurement inférieure aux cotes prescrites, le permissionnaire devra les déplacer jusqu'à la côte requise.

Le permissionnaire respecte en permanence toutes les précautions nécessaires pour protéger et préserver le domaine public et les réseaux en place, pendant et après les travaux. A cette fin, il contacte préalablement les occupants du domaine public qui lui indiquent les dispositions techniques de protection des ouvrages à respecter. Il en tient compte pour l'élaboration de son projet et pour l'exécution des travaux. Il est également tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Durant les travaux, le permissionnaire observe les prescriptions qui lui sont imposées pour assurer la circulation et la sécurité des usagers du domaine public.

La permission de voirie ne donne pas autorisation d'ouverture de chantier ; l'engagement, l'exécution et l'achèvement des travaux doivent être conformes aux procédures et prescriptions définies par la réglementation communale régissant les interventions sur la voie publique (règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique).

#### **Article 4 – Partage des installations.**

A la demande de la ville et afin de limiter les ouvertures de tranchées, le permissionnaire s'engage à étudier la possibilité d'un partage des artères existantes avec tout opérateur autorisé en vertu de l'article L.33-1 du code des poste et télécommunications.

Par ailleurs, le permissionnaire informera la Ville de tout accord de partage de ses installations qu'il conclurait ultérieurement avec un occupant tiers.

Si l'octroi de la présente permission de voirie conduit à réserver à son profit l'usage de l'ensemble des capacités d'occupation du domaine public routier communal, le permissionnaire s'engage, à réaliser les travaux nécessaires permettant le partage ultérieur des installations.

#### **Article 5 - Responsabilité.**

Le permissionnaire maintient les lieux occupés en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

Il demeure entièrement responsable des dépenses, dommages et préjudices ou accidents qui pourraient résulter de ses travaux ou de l'existence de ses ouvrages tant vis-à-vis de la Ville que des tiers.

La Ville ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages qui peuvent affecter les installations du permissionnaire du fait de l'usage de la voie publique.

#### **Article 6 - Modification déplacement ou suppression des installations.**

Exceptés l'intervention d'urgence prévue à l'article 8 ou les cas de maintenance et de réparation à l'identique des installations, le permissionnaire ne peut effectuer d'autres travaux visant à modifier, déplacer ou supprimer les installations sans le consentement préalable écrit de la Ville.

Outre le cas de force majeure, si des travaux conformes à la destination du domaine public occupé doivent être réalisés dans l'intérêt de ce domaine, le permissionnaire doit procéder, à ses frais et dans les délais convenus avec la Ville, au déplacement, à la modification ou à la suppression de ses installations sur le domaine public, sans qu'il puisse invoquer un droit à indemnité à l'encontre de la Ville.

#### **Article 7 - Interventions d'urgence.**

Dans le cas où une intervention d'urgence serait nécessaire, le permissionnaire est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer la Ville sans délai.

## **Article 8 - Recolement.**

Dans les deux mois suivant la fermeture du chantier, le permissionnaire communique à la ville (service Voirie-Pôle Coordination Patrimoine) :

- Un plan de récolement des installations sur support papier à l'échelle 1/200<sup>ème</sup>, ainsi que sous forme numérisée au format compatible avec le système d'informations géographiques de la Ville,
- Le linéaire du cheminement et les surfaces des chambres.

Le permissionnaire intégrera ces installations dans la base de données caractérisant les plans itinéraires.

## **Article 9 - Situation des ouvrages en fin de permission.**

Avant l'expiration de la présente autorisation, ou si l'exploitation des installations est abandonnée avant cette date, la Ville et le permissionnaire conviennent de se rapprocher pour discuter du devenir des installations.

Dans l'hypothèse où ces installations ne feraient pas l'objet d'une reconduction de permission de voirie liée au renouvellement de la licence d'opérateur par l'autorité de tutelle, elles seraient soit rétrocédées à la Ville sans dédommagement du permissionnaire, soit déposées et les lieux occupés remis en l'état initial, aux frais du permissionnaire.

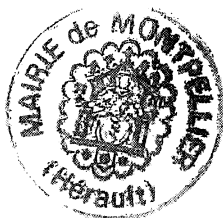
## **Article 10 - Règlement des litiges.**

Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre la Ville et le permissionnaire au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente permission seront soumises aux juridictions compétentes.

## **Article 11 - Exécution.**

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Directeur Général des Services de la mairie, Monsieur le Trésorier Payeur Municipal et au Permissionnaire.

Montpellier, le lundi 27 juin 2011



Pour Madame le Maire et par délégation,  
Le Premier Adjoint au Maire,

Serge FLEURENCE

Publié le :

Notifié le :

01 JUIL. 2011



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue du Jeu de Mail des Abbés

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réfection de chaussée à la demande de la ville de Montpellier ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **07 juillet 2011** et jusqu'au **15 juillet 2011** inclus, la circulation est interdite Rue du Jeu de Mail des Abbés dans sa partie comprise entre la Rue Beau Séjour et l'Avenue de Castelnau

#### **Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue de Saint Lazare, emprunte :

- l'Avenue de la Reine Hélène D'Italie
- et se termine sur l'Avenue de Castelnau.

#### **Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Malet

**Article 5 :**

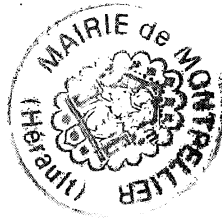
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 27 juin 2011**

**Madame le Maire**



  
**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le :**

**01 JUIL. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5657

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Lunaret

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réfection de chaussée à la demande de la ville de Montpellier ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **07 juillet 2011** et jusqu'au **15 juillet 2011** inclus, la circulation est interdite Rue Lunaret dans sa partie comprise entre la Rue Abert et la Rue du Jeu de Mail des Abbés  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

#### **Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Lunaret, emprunte :

- la Rue Abert
- l'Avenue de Castelnau

et se termine sur la Rue du Jeu de Mail des Abbés.

#### **Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

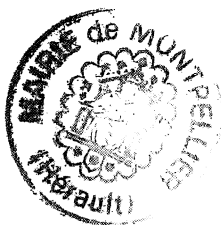
La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Malet

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



**Montpellier, le 27 juin 2011**

**Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le :**

**01 JUIL. 2011**

**Article 3 :**

À compter du **28 juin 2011** et jusqu'au **31 août 2011** inclus, Rue du Plan du Parc rue de l'ancienne Poste, Place Alexandre Laissac., le stationnement est interdit.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge des demandeurs.

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.


**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 27 juin 2011



Madame le Maire

  
**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le : 29 JUIN 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5663

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Boulevard Sarrail

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de livraison d'échafaudage à la demande de ECHAF SUD ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

Le **06 juillet 2011 de 7h à 20h**, le Boulevard Sarrail entre la Rue Montpellieret et la Rue des Augustins est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ECHAF SUD.

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5666

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Pont de Lattes

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de remplacement de panneau publicitaire à la demande de l'entreprise JC.DECAUX ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **11 juillet 2011** et jusqu'au **22 juillet 2011** inclus, Rue du Pont de Lattes sur les places de stationnement nécessaires aux travaux au droit du N°30, le stationnement est interdit. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate. Le demandeur est chargé de matérialiser chaque emplacement réservé par la mise en place de clôtures temporaires, ponctuellement et selon l'avancement du chantier mobile.

**Article 2 :**

À compter du **11 juillet 2011** et jusqu'au **22 juillet 2011** inclus, la circulation est interdite Rue du Pont de Lattes depuis le Boulevard de Strasbourg vers et jusqu'à la Rue Louis Figuier. Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains, aux véhicules de secours, et de service public. Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur le Boulevard de Strasbourg, emprunte :

- la Rue Louis Figuier

et se termine sur la Rue du Pont de Lattes.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 27 juin 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le : 01 JUIL. 2011**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Foch

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de renouvellement de branchements à la demande de VEOLIA ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **04 juillet 2011** et jusqu'au **29 juillet 2011** inclus, la Rue Foch entre la Rue de la Valfère et la Place des Martyrs de la Résistance est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de VEOLIA.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



**Montpellier, le 27 juin 2011**  
**Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

**Publié le : 30 JUIN 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mise en Impasse Rue de Rhodes

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté à la demande de l'Association Vivre Esplanade de l'Europe. ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **04 juillet 2011** et jusqu'au **30 septembre 2011** inclus, la Rue de Rhodes, à hauteur du Mail piétonnier traversant le quartier d'antigone est mise en impasse. Les accès à cette rue se feront d'une part par l'Avenue du Pont Juvénal et d'autre part par le carrefour de l'aéroport International et la Rue du Pirée.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 27 juin 2011  
Madame le Maire



Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le : 30 JUIN 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Avenue du Professeur Louis Ravaz

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux d'élagage à la demande du Syndic LAMY ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **22 juillet 2011** inclus, Avenue du Professeur Louis Ravaz dans sa partie comprise entre la Rue de Casseyrols et l'Allée du Sauvignon, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise AERO-SYLV.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 27 juin 2011**

**Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**



**Publié le :**

**30 JUIN 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Route de Lodève et Rue François d'Orbay

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **29 juin 2011** et jusqu'au **13 juillet 2011** inclus, sur la Route de Lodève au niveau du carrefour avec les rues Zamenhof et François d'Orbay, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

**Article 2 :**

À compter du **29 juin 2011** et jusqu'au **13 juillet 2011** inclus, sur la Route de Lodève dans sa partie comprise entre la Rue Favre de Saint Castor et la Rue André Le Nôtre est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

À compter du **29 juin 2011** et jusqu'au **13 juillet 2011** inclus, Rue François d'Orbay dans le sens de la Route de Lodève vers la Rue André Le Nôtre, un sens unique est institué.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 27 juin 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le :

30 JUIN 2011



Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5665

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Route de Lavérune

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de branchement au réseau, à la demande de France Telecom ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **25 juillet 2011** et jusqu'au **05 août 2011** inclus, sur la Route de Lavérune dans sa partie comprise entre la Rue du Lavandin et la Rue des Chasseurs est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de France Telecom.

**Article 4 :**

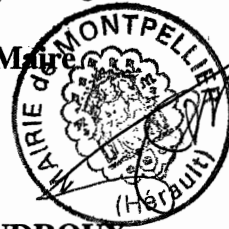
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 27 Juin 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
**Serge FLEURENCE**

**Publié le :**

**30 JUIN 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5670

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Circulation interdite Rue de la Restanque

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux sur réseaux à la demande de l'entreprise BRL ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **11 juillet 2011** et jusqu'au **22 juillet 2011** inclus, Rue de la Restanque dans sa partie comprise entre Rond-point de Saporta et l'Autoroute A9, la circulation est interdite. Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 17h00.**

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise BRL.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

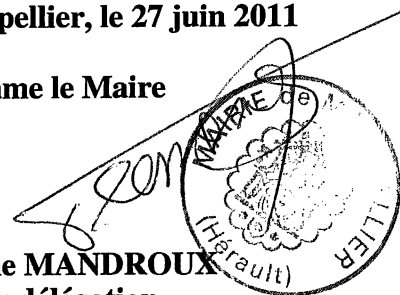
**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 27 juin 2011**

**Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**



**Publié le :**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Boulevard Vieussens

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122.22 et L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8, R. 417-10, R. 417-12, R. 417-3 et R. 431-9 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, sixième partie, feux de circulation permanents et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté municipal du 10 novembre 2009, N°2009/NT/R/DGU-P237, portant réglementation du stationnement payant sur voirie dans les voies de Montpellier ;
- VU l'arrêté 2010/NT/R/DGU-P426 du **07 septembre 2010**, réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le boulevard Vieussens ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 2008 modifiant les horaires et les tarifs du stationnement payant sur voirie ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

La circulation des véhicules est réglementée par des feux tricolores circulaires :

- à l'intersection de la Rue Frédéric Fabrèges, du Boulevard de la Perruque, du Boulevard Rabelais, de la Rue Frédéric Peyson et du Boulevard Vieussens
- à l'intersection de l'Avenue de Maurin, du Boulevard Vieussens et du Boulevard Berthelot

En cas de non fonctionnement des signaux lumineux ou de leur mise en clignotant jaune les conducteurs abordant cette intersection sont tenus de céder le passage aux véhicules venant par la droite.

**Article 2 :**

Le stationnement payant de tous les véhicules est autorisé dans la zone moyenne durée, aux emplacements prévus à cet effet Boulevard Vieussens des deux côtés .

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 18h sauf dimanche et jours fériés.**

Tout stationnement d'un véhicule excédant 48 heures sera considéré comme abusif.

Le stationnement est limité à 5 heures et soumis au paiement de la redevance correspondante. Le paiement s'effectue au moyen d'horodateurs implantés dans la zone de stationnement. Le ticket délivré est apposé par les automobilistes derrière le pare-brise de manière à être visible et lisible de l'extérieur du véhicule.

Tout stationnement d'un véhicule ne respectant pas les dispositions de durée et de paiement prévus à l'alinéa précédent sera considéré comme abusif et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

Les véhicules de livraison ont 1 place réservée Boulevard Vieussens côté pair au n° 12.

Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 20h00 tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 4 :**

Il est créé une bande cyclable dans le sens de la circulation réservée exclusivement aux cycles à deux ou trois roues Boulevard Vieussens côté pair .

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2010/NT/R/DGU-P426 du **07 septembre 2010** susvisé est abrogé.

**Article 7 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 27 juin 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publié le : 10 7 JUL. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Quai du Verdanson

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de renouvellement de réseaux à la demande de VEOLIA ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **05 août 2011** inclus, le Quai du Verdanson dans sa partie comprise entre la Rue Proudhon et la Rue Ferdinand Fabre est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.



**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de VEOLIA

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 28 juin 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le : 05 JUIL. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Quai des Tanneurs

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de renouvellement de réseaux à la demande de VEOLIA ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **05 août 2011** inclus, le Quai des Tanneurs est soumis aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.
- Le stationnement est interdit.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation emprunter le Quai du Verdanson.

#### **Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de VEOLIA

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

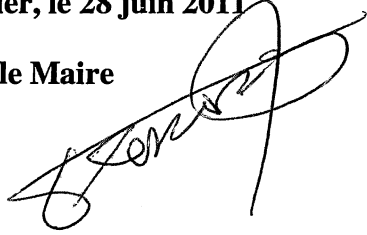
**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 28 juin 2011**

**Madame le Maire**



  
**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

**Publié le : 05 JUIL. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5671

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Paladilhe

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de remplacement de mobilier urbain à la demande de l'entreprise Decaux ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **30 juin 2011** et jusqu'au **01 juillet 2011** inclus, la circulation est interdite Rue Paladilhe dans sa partie comprise entre la Rue Saint Louis et le Boulevard des Arceaux  
Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 6h00.**

**Article 2 :**

La déviation des véhicules empruntant habituellement cette portion de voie se fera par la Rue Saint Louis, le Boulevard des Arceaux et le passage sous l'aqueduc dans le prolongement de la Rue Marioge.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Decaux.

**Article 5 :**

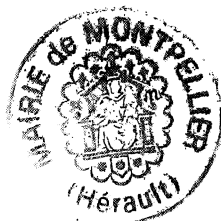
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 28 juin 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le : 30 JUIN 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5674

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Saint Hubert

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de mise en conformité du branchement particulier à la demande de VEOLIA ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **29 juin 2011** et jusqu'au **08 juillet 2011** inclus, la circulation est interdite Rue Saint Hubert  
Ces dispositions sont applicables **de 8h à 18h.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours, le service public et les riverains..

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Saint Hubert, emprunte :

- la Rue Frédéric Bazille

et se termine sur le Boulevard Rabelais.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur

**Article 5 :**

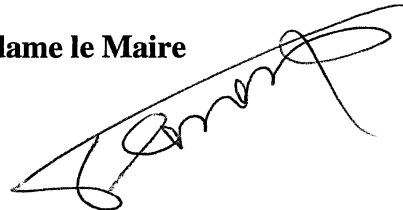
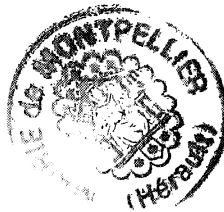
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 28 juin 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le :**

**30 JUIN 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5677

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Turgot

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5623 du 28 juin 2011 ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT la demande de prorogation de GFC Construction ;

Arrête :

#### Article 1er :

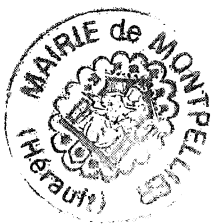
À compter du 04 juillet 2011 les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5623 du 28 juin 2011 sont prorogées jusqu'au 08 juillet 2011 inclus.

#### Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 28 juin 2011

Madame le Maire  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le :

01 JUIL. 2011



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Circulation interdite Rue Paul Brousse

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **29 juin 2011** et jusqu'au **31 juillet 2011** inclus, Rue Paul Brousse dans sa partie comprise entre la Rue Castilhon et la Rue Marceau, la circulation est interdite.  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

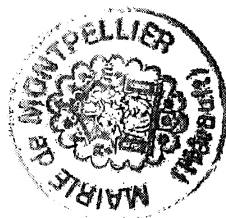
La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 28 juin 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le :**

**30 JUIN 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Maryse Bastié, Rue Hélène Boucher et Rue de Château Bon

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de réfection de trottoir à la demande du service Voirie ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **29 juin 2011** et jusqu'au **08 juillet 2011** inclus, la Rue Maryse Bastié dans sa partie comprise entre la Rue Hélène Boucher et la Rue de Château Bon est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- le stationnement est interdit ;  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 2 :**

À compter du **29 juin 2011** et jusqu'au **08 juillet 2011** inclus, la Rue de Château Bon dans sa partie comprise entre la Rue de la Belle et la Rue Maryse Bastié est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- le stationnement est interdit ;  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme

- abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 3 :**

À compter du **29 juin 2011** et jusqu'au **08 juillet 2011** inclus, Rue Hélène Boucher dans sa partie comprise entre la Rue Jeanne Garnerin et la Rue de Château Bon, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EUROVIA

**Article 6 :**


Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

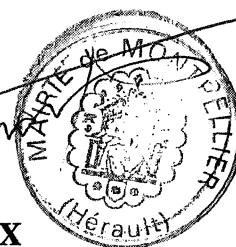
**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 28 Juin 2011

Madame le Maire

  
**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le :

30 JUIN 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Pont de Lavérune et Rond-Point Alexandre Yersin

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de réfection de chaussée à la demande du service Voirie ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **04 juillet 2011** et jusqu'au **08 juillet 2011** inclus, la Rue du Pont de Lavérune dans sa partie comprise entre la Rue des Bouisses et la Rue des Bouissettes est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les déviations suivantes sont mises en place :

- par :
  - la Rue des Gours
  - l'Avenue de Monsieur Teste
- par :
  - la Rue des Bouissettes
  - Carrefour Jean-Pierre Suc
  - la Rue des Bouisses
  - Rond-Point Alexandre Yersin

**Article 3 :**

À compter du **04 juillet 2011** et jusqu'au **08 juillet 2011** inclus, la circulation est interdite Rond-Point Alexandre Yersin

**Article 4 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue du Pont de Lavérune, emprunte :

- la Rue des Bouissettes
- Carrefour Jean-Pierre Suc
- la Rue des Bouisses
- la Rue Henri Maspero
- la Rue de Celleneuve à Saint Hilaire
- la Rue du Pont de Lavérune
- la Rue des Bouisses

et se termine sur Rond-Point Alexandre Yersin.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 6 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EUROVIA

**Article 7 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 8 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 28 Juin 2011**

**Madame le Maire**

  
**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

**Publié le :**

**30 JUNE 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5667

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de la Figairasse

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réfection de chaussée à la demande du service Voirie ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **04 juillet 2011** et jusqu'au **08 juillet 2011** inclus, la circulation est interdite Rue de la Figairasse dans sa partie comprise entre la Rue du Plateau des Violettes et la Rue de la Croix de Figuerolles

#### Article 2 :

Les déviations suivantes sont mises en place :

- pour les V.L. par :
  - la Rue des Jonquilles
  - la Rue de la Croix de Figuerolles
- pour les Bus et plus de 3,5t par :
  - Rond-point de l'Armée des Alpes
  - la Rue François Dezeuze
  - la Rue de la Métairie de l'Oiseau
  - la Rue de la Croix de Figuerolles
- pour les V.L. par :
  - la Rue de la Croix de Figuerolles
  - la Rue des Renoncules

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EUROVIA

**Article 5 :**

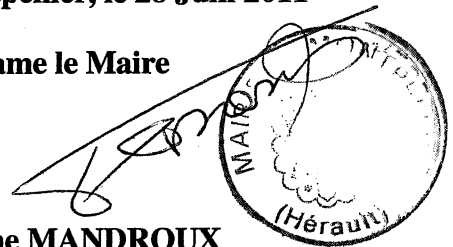
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 28 Juin 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**30 JUIN 2011**

**Publié le :**



Département Urbanisme  
et Aménagement  
Direction Aménagement  
Programmation  
Service Planification -  
Urbanisation nouvelle

Adresse postale :  
Mairie de Montpellier  
1 Place Francis Ponge  
34064 Montpellier Cedex 2  
Tramway T1 : Hôtel de Ville  
Bureaux : Carré Montmorency  
474 Allée Henri II de  
Montmorency - 34000 Montpellier  
Tramway T1 : Léon Blum  
Fax : 04 67 34 87 61

Réf. : 062scct11  
Affaire suivie par : S. Callé  
sabine.calle@ville-montpellier.fr  
Tél : 04 67 34 88 93



## **CERTIFICAT D’AFFICHAGE**

---

Madame le Maire de la Ville de Montpellier certifie qu'a été affiché, à compter du vendredi 27 mai 2011 inclus jusqu'au lundi 27 juin 2011 inclus, sur le panneau d'affichage officiel de la mairie situé à l'extérieur de l'hôtel de ville, l'arrêté municipal n°DAP 4-2011 en date du 24 mai 2011 concernant la mise à jour du plan local d'urbanisme de la ville de Montpellier.

**Montpellier, le 28 juin 2011**

**Pour Madame le Maire,  
La Directrice de l'Aménagement  
et de la Programmation**

**Sylvie MAHOT**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Voies diverses

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison de travaux à la demande du Service Voirie de la Ville de MONTPELLIER ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **11 juillet 2011** et jusqu'au **22 juillet 2011** inclus, l'Avenue de l'Europe dans sa partie comprise entre la Place Robert Schuman et la Rue du Professeur Blayac est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
  - la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.
- Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**

**Article 2 :**

À compter du **11 juillet 2011** et jusqu'au **22 juillet 2011** inclus, l'Avenue du Professeur Louis Ravaz est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

À compter du **11 juillet 2011** et jusqu'au **22 juillet 2011** inclus, la Rue Jean Bart est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

**Article 4 :**

À compter du **11 juillet 2011** et jusqu'au **22 juillet 2011** inclus, l'Avenue Henri Marès est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- 2 voies de circulation alternativement est interdite à la circulation générale.

**Article 5 :**

À compter du **11 juillet 2011** et jusqu'au **22 juillet 2011** inclus, la Rue Paul Rimbaud est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- 2 voies de circulation alternativement est interdite à la circulation générale.

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 7 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge des entreprises EUROVIA et LRS.

**Article 8 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 9 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 28 juin 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le : 4 - JUIL. 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5686

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Lunaret

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier;**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de réhabilitation à la demande de M. LE TOURNEUR ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **12 juillet 2011** et jusqu'au **25 août 2011** inclus, Rue Lunaret au n° 80 sur 1 place, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de M. LETOURNEUR.

**Article 4 :**

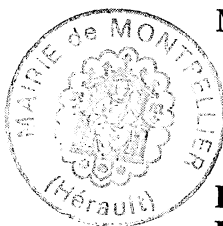
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 29 juin 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le : 30 JUIN 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Saint Louis

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de manutention de poutres à la demande de Arcomet ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **04 juillet 2011** et jusqu'au **05 juillet 2011** inclus, la circulation est interdite Rue Saint Louis dans sa partie comprise entre le Boulevard des Arceaux et la Rue Auguste Comte. Ces dispositions sont applicables **de 21h à 6h**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

#### Article 2 :

La déviation des véhicules empruntant habituellement cette portion de voie se fera par la Rue Saint Louis, la Rue Paladilhe, la Rue Pitot, la Place d'Aviler, le Boulevard Professeur Louis Vialleton, le Boulevard Ledru Rollin et la Rue du Faubourg du Courreau.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

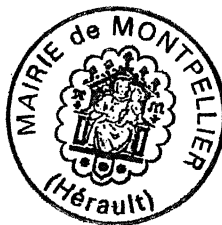
La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Lafont Manutention.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 29 juin 2011

Madame le Maire

**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

**Publié le :** 1102 NI00 0 3

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Neutralisation de voie Rue d'Alco

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **04 juillet 2011** et jusqu'au **05 août 2011** inclus, Rue d'Alco depuis la Rue Paul Rimbaud vers et jusqu'à la Rue Marius Carrieu, la voie de droite est interdite à la circulation générale.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.



**Article 4 :**

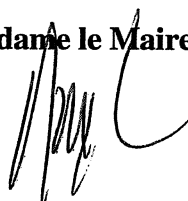
La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 30 juin 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Max LEVITA**

**Publié le :**

**19 JUL. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5688

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue d'Obilion

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison d' un déménagement à la demande de Mme Sauvage ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **07 juillet 2011 de 8h à 12h**, la circulation est interdite Rue d'Obilion

**Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur le Boulevard Victor Hugo, emprunte :

- la Rue de la Maréchaussée,
  - la Rue de la Victoire de la Marne,
- et se termine sur la Rue Joffre.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

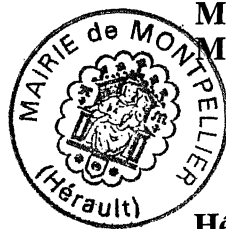
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Transdem

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



**Montpellier, le 30 juin 2011**

**Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publié le : - 4 JUIL. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Boulevard de Strasbourg

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de livraison de chape de béton à la demande de PROCERAM. ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **25 juillet 2011**, Boulevard de Strasbourg côté impair dans sa partie comprise entre la Place Carnot et la Rue Farges au droit du numéro 13 sur 30 mètres dans la voie bus., la circulation est interdite.

Ces dispositions sont applicables **de 7h à 18h.**

**Article 2 :**

Le **25 juillet 2011**, Boulevard de Strasbourg côté impair dans sa partie comprise entre la Place Carnot et la Rue Farges au droit du numéro 13 sur un linéaire de 30 mètres., le stationnement est interdit.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

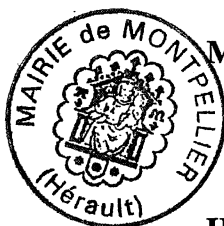
**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 30 juin 2011**



**Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le : - 4 JUIL. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Pont Juvénal

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de branchements au réseau électrique à la demande de ERDF ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **02 juillet 2011** et jusqu'au **29 juillet 2011** inclus, Avenue du Pont Juvénal dans les deux sens, dans sa partie comprise entre l'Avenue des Etats du Languedoc et la Rue de Tarragone, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 2 :**

À compter du **02 juillet 2011** et jusqu'au **29 juillet 2011** inclus, Avenue du Pont Juvénal dans sa partie comprise entre l'Avenue des Etats du Languedoc et la Rue de Tarragone sur les places nécessaires aux emprises de travaux, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

À compter du **02 juillet 2011** et jusqu'au **29 juillet 2011** inclus, Avenue du Pont Juvénal dans sa partie comprise entre l'Avenue des Etats du Languedoc et la Rue de Tarragone est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- sur chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

Ces dispositions sont applicables **de 8h à 18h.**

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

**Article 6 :**

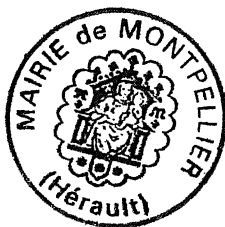
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 30 juin 2011

Madame le Maire



  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le : - 4 JUIL. 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5653

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Autorisation de stationnement Rue des Cigales

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de surélévation d'une maison à la demande de Mr Znini Ahmad ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **01 août 2011** et jusqu'au **30 septembre 2011** inclus, Rue des Cigales au droit du n° 2, le stationnement est autorisé sur une place pour permettre la réalisation du chantier.  
Le demandeur devra laisser une largeur minimum de 1.50 m au droit du passage piétons.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SARL HERAULT BCL.



**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 30 juin 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le : - 4 JUIL. 2011**

# Certificat d'affichage

**Madame le MAIRE de la VILLE de MONTPELLIER**

CERTIFIE que l'arrêté 2011/1740/T/R du 30 juin 2011 concernant le remplacement de M. Fleurence par M. Lévit du 4 au 31 juillet 2011, a été affiché en Mairie sur les panneaux officiels prévus à cet effet.

MONTPELLIER, le 30/06/2011

**Pour Madame le Maire,  
La chef de service de l'Assemblée**



**Clémentine PAPA**

# Certificat d'affichage

**Madame le MAIRE de la VILLE de MONTPELLIER**

CERTIFIE que l'arrêté 2011/1716/T/R du 30 juin 2011 concernant le remplacement de M. Fleurence par Mme Beccaria à la Commission d'Appel d'Offres des 5 et 12 juillet 2011, a été affiché en Mairie sur les panneaux officiels prévus à cet effet.

MONTPELLIER, le 30/06/2011

**Pour Madame le Maire,  
La chef du service de l'Assemblée**



**Clémentine PAPA**

1

Ville de  
Montpellier

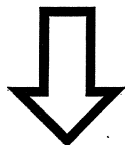


**Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Dossier suivi par : S. THIARELLO  
Poste : 75 29  
Envoi Bordereau le : 30 06 2011

**BORDEREAU DE  
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n° 2011/1716/T/R

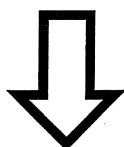


2

**Elu :**

Madame Eva BECCARIA

**Signature (obligatoire)**



3

**Retour Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les  
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,  
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires  
de plein droit à leur notification aux intéressés.

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Circulation interdite Rue Cité Benoit

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison du repas de quartier à la demande des habitants de la rue Cité Benoit. ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **03 juillet 2011**, Rue Cité Benoit, la circulation est interdite.  
Ces dispositions sont applicables **de 18h30 à 1h00**.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge des habitants de la rue Cité Benoit.

**Article 4 :**

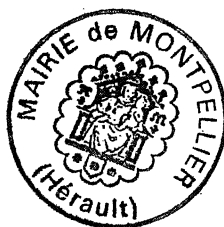
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

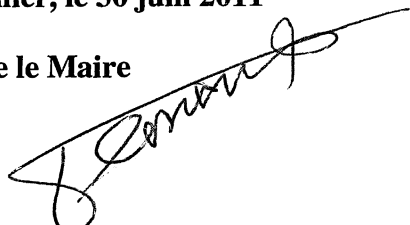
**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 30 juin 2011**

**Madame le Maire**



  
**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

**Publié le : 30 JUIN 2011**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté n°2011/1740/T/R**

**Délégation de fonctions**  
**Monsieur Max LEVITA, adjoint au Maire, délégué à la  
qualité de l'espace public, aux ressources humaines, en  
l'absence de Monsieur Serge FLEURENCE du 4 au 31  
juillet 2011**

**Madame Le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-18-1, L 2122-21, L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- Vu le Code des Marchés Publics et notamment l'article 20 ;
- Vu la délibération en date du 02 avril 2008 relative aux délégations consenties par le conseil municipal à Madame le Maire modifiée par la délibération 2009/131 du 30 mars 2009 ;
- Considérant que Monsieur Serge FLEURENCE, 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire, délégué à la qualité de l'Espace Public et aux Ressources Humaines, est absent du 4 au 31 juillet 2011 ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire, Officier d'Etat-Civil, reçoit délégation de signature, pour la période du 4 au 31 juillet 2011 pour les actes relatifs au :

- Aux Espaces publics :
  - Au génie urbain, eau potable, voirie, éclairage, signalisation, classement des voies privées, règlement spécial de la publicité, dénomination des rues et espaces publics, signature des arrêtés de mise en demeure des contrevenants à l'affichage et mises en demeure relatives à la publicité et aux enseignes ;
- Aux déplacements, mobilité durable, Plan de déplacement urbain (signature des arrêtés provisoires de circulation, aux zones piétonnes, au plan de circulation, au réseau Pétrarque)
- Aux pistes cyclables,...
- A la lutte contre les inondations,...
- A la propreté,...
- A la prévention de la sécurité routière,...
- Au stationnement,...
- A l'occupation non commerciale du domaine public,...
- Aux espaces verts,
- Au numéro vert, au service Action Territoriale,
- Aux ressources humaines :
  - Oeuvres sociales du personnel, formation du personnel, instances paritaires, sanctions disciplinaires et plus généralement tous les actes concernant la carrière et l'exécution de leur service par les agents titulaires et non titulaires de la commune

- Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire, reçoit délégation de signature pour tous documents relatifs au Protocole.

Par ailleurs, Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire, reçoit délégation à la zone Méditerranée – Afrique, auprès de Monsieur Jacques TOUCHON, Adjoint au Maire, délégué au rayonnement international et au co-développement.

**Article 2 :**

La délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire inclut notamment, dans les domaines de compétences tels que défini l'article 1<sup>er</sup> la signature de tous les actes relatifs aux procédures de passation et d'exécution de toutes les catégories de marchés publics.

**Article 3 :**

La délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire, inclut notamment la signature de tous marchés, contrats, délégation de service public, conventions documents administratifs ainsi que l'engagement de toutes dépenses relevant des domaines précisés à l'article 1<sup>er</sup>.

**Article 4 :**

Dans le domaine défini à l'article 1<sup>er</sup> Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire, reçoit délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 2 avril 2008 modifiée.

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 30/06/2011

Madame le Maire

  
Hélène MANDROUX

Publié le : 01/07/2011

Notifié le :



Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier

Arrêté n° 2011/1716/T/R

**Madame Eva Beccaria**  
**Adjointe au Maire**  
**Déléguée à la présidence de la Commission d'Appel**  
**d'Offres les 05 et 12 juillet 2011.**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- Vu l'article 22 du Code des Marchés Publics ;

**Arrête :**

- Madame Eva BECCARIA, Adjointe au Maire, reçoit délégation pour représenter Madame le Maire à la Présidence de la Commission d'Appel d'Offres, en l'absence de Monsieur Serge FLEURENCE, Adjoint délégué, le 5 juillet 2011 ainsi qu le 12 juillet 2011.

**Article 1<sup>er</sup> :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 30.06.2011



**Madame le Maire**  
**Hélène MANDROUX**

**Publié le :**  
**Notifié le :**



# Extrait du registre des arrêtés de la mairie de Montpellier

Sécurité 10 -5263/76-2011

## AUTORISATION DE TRAVAUX

**Aménagement d'un centre de soin laser  
45, rue Chaptal**

**MONTPELLIER**

**Le MAIRE de la VILLE de MONTPELLIER**

- VU le code général des collectivités territoriales, articles L 2211-1 et suivants, relatifs aux pouvoirs de police du maire ;
- VU le code de la construction et de l'habitation et plus particulièrement l'article R 123-46 ;
- VU le procès-verbal d'étude de projet établi le 19 mai 2011 par la commission de sécurité ;
- VU le procès-verbal d'étude de projet établi le 22 mars 2011 par la commission d'accessibilité ;

### **ARRETE**

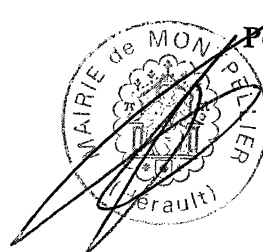
#### **ARTICLE 1**

Sont autorisés les travaux décrits dans le dossier enregistré sous la référence DP 34 172 11 00 96 soumis aux commissions de sécurité et d'accessibilité, sous réserve du respect des prescriptions émises par celles-ci.

#### **ARTICLE 2**

Monsieur le Directeur Général des services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 30 JUIN 2011



**Pour Madame le Maire  
L'Adjoint Délégué**

*Michel Passet*

Le Maire de la Ville de Montpellier informe que le présent acte peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication (actes réglementaires) ou de sa notification (actes individuels) :

- soit d'un recours gracieux auprès du Maire.
- soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, directement sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification d'une réponse expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).



Le Maire de la Ville de Montpellier

à

Madame Calme Françoise  
Le Mas d'Agnès  
34150 La Boissière

**Objet :** Etude de projet  
Aménagement d'un centre de soin laser  
45, rue Chaptal  
DP 11 00 96

Madame,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joints :

- un exemplaire du procès-verbal de la commission de **sécurité** du 19 mai 2011 qui, suite à l'examen du projet susvisé, a émis un avis :

**FAVORABLE** à la réalisation des travaux.

- un exemplaire du procès-verbal de la commission d'**accessibilité** du 22 mars 2011 qui, suite à l'examen du projet susvisé, a émis un avis :

**FAVORABLE** à la réalisation des travaux.

- un exemplaire de l'**arrêté d'autorisation de travaux** que j'ai pris au vu de ces avis.

Conformément à l'article R 123-43 du code de la construction et de l'habitation, il vous appartient de vous conformer aux prescriptions émises par ces commissions.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie de croire, Madame, en l'assurance de mes salutations distinguées.

Pour Madame le Maire  
L'Adjoint Délégué



Michel Passet

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5711

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Esculape

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau FRANCE TELECOM à la demande de FRANCE TELECOM ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **04 juillet 2011** et jusqu'au **15 juillet 2011** inclus, la Rue Esculape est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### **Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de FRANCE TELECOM.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 30 juin 2011**

**Madame le Maire**

  
**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**



**Publié le :**

**4 - JUIL. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5709

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Voies diverses

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **25 juillet 2011** et jusqu'au **06 août 2011** inclus, Avenue de Lodève depuis la Rue d'Alco vers et jusqu'à la Rue de Las Sorbes, un sens unique est institué.

**Article 2 :**

À compter du **25 juillet 2011** et jusqu'au **06 août 2011** inclus, Rue d'Alco depuis la Rue Marius Carrieu vers et jusqu'à l'Avenue de Lodève, un sens unique est institué.

**Article 3 :**

À compter du **25 juillet 2011** et jusqu'au **06 août 2011** inclus, Rue de Las Sorbes depuis l'Avenue de Lodève vers et jusqu'à l'Avenue Saint Clément, un sens unique est institué.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 30 juin 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le :**

**4 - JUIL. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5708

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Favre de Saint Castor

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **22 juillet 2011** inclus, la circulation est interdite Rue Favre de Saint Castor dans sa partie comprise entre la Rue Lejzer Zamenhof et la Route de Lodève

#### **Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Lejzer Zamenhof, emprunte :

- la Rue du Pilory
- l'Avenue des Moulins
- la Rue des Avelaniers
- la Rue Paul Rimbaud
- l'Avenue de Lodève

et se termine sur la Route de Lodève.



**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

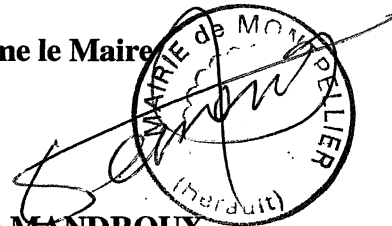
La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 30 juin 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le : 4 - JUIL. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Boulevard Paul Valéry

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de déménagement, à la demande de service E.U.P, secteur Croix d'Argent ;

Arrête :

#### Article 1er :

Le 19 juillet 2011, le Boulevard Paul Valéry dans sa partie comprise entre la Place Flandres-Dunkerque et la Rue de Bugarel est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Entreprise **Arnal Bazille**.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

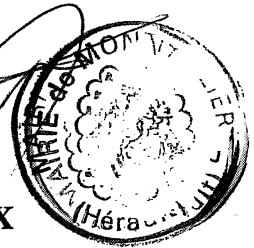
**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 30 Juin 2011**

**Madame le Maire**

  
**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**



**Publié le : 4 - JUL, 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5706

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Favre de Saint Castor

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **26 août 2011** et jusqu'au **09 septembre 2011** inclus, la circulation est interdite Rue Favre de Saint Castor dans sa partie comprise entre Rond-point Antonin Artaud et la Rue Lejzer Zamenhof

#### **Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Lejzer Zamenhof, emprunte :

- la Rue du Pilory
- la Rue Mohammed V
- la Rue de Font Caude
- la Rue Yves Montand
- la Rue Claude François
- la Rue Marius Petipa

et se termine sur Rond-point Antonin Artaud.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 30 juin 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Et par délégation**

**le Premier Adjoint,**

**Serge FLEURENCE**

**Publié le : 4 - JUIL. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Route de Lodève

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **25 juillet 2011** et jusqu'au **05 août 2011** inclus, la circulation est interdite sur la Route de Lodève depuis la Rue Lejzer Zamenhof vers et jusqu'à la Rue Favre de Saint Castor

**Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Route de Lodève, emprunte :

- la Rue Lejzer Zamenhof
- la Rue Favre de Saint Castor

et se termine sur la Route de Lodève.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

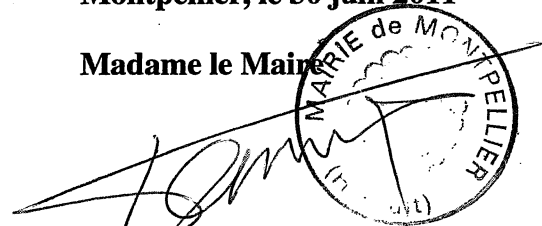
La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 30 juin 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le :**

**4 - JUIL. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5704

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue Paul Bringuier et Rue Marius Carrieu

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **04 juillet 2011** et jusqu'au **13 juillet 2011** inclus, la Rue Marius Carrieu dans sa partie comprise entre la Rue Paul Rimbaud et la Rue d'Alco est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque demi-chaussée alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

À compter du **04 juillet 2011** et jusqu'au **13 juillet 2011** inclus, l'Avenue Paul Bringuier dans sa partie comprise entre la Rue d'Alco et l'Allée Françoise Sagan est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque demi-chaussée alternativement est interdite à la circulation générale ;



- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 30 juin 2011



Madame le Maire

**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

**Publié le :**

**4 - JUL. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5703

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Colonel Pavelet

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de raccordement au réseau, à la demande de ERDF , secteur **Croix d'Argent** ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **11 juillet 2011** et jusqu'au **29 juillet 2011** inclus, l'Avenue du Colonel Pavelet dans sa partie comprise entre la Rue de la Castelle et l'Avenue de Maurin est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de **ERDF**.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 30 Juin 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le : 4 - JUIL. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5702

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue François Mireur

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de reprise de tranchées, à la demande du service secteur **Croix d'Argent**;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **07 juillet 2011** et jusqu'au **14 juillet 2011** inclus, la Rue François Mireur est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30 Km/h.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de **CREGUT**.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 30 Juin 2011**

**Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le :**

**4 - JUIL. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Boulevard Paul Valéry

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de reprise de tranchées, à la demande du service Voirie secteur Croix d'Argent ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du 04 juillet 2011 et jusqu'au 08 juillet 2011 inclus, le Boulevard Paul Valéry entre le n° 3948 et le n° 4272 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de CREGUT.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

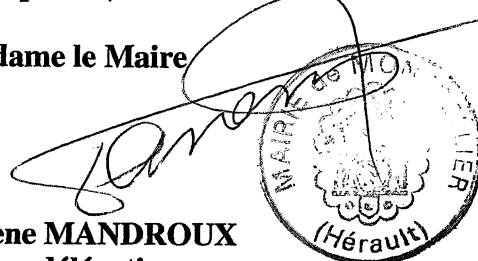
**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 30 Juin 2011**

**Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**



**Publié le : 4 - JUIL. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5699

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de la Métairie de l'Oiseau

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté afin d'améliorer la giration des bus à la demande du Service Voirie ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **04 juillet 2011** et jusqu'au **30 juillet 2011** inclus, Rue de la Métairie de l'Oiseau côté pair dans sa partie comprise entre la Rue François Dezeuze et sur une longueur de 20 mètres, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du service Voirie



**Article 4 :**

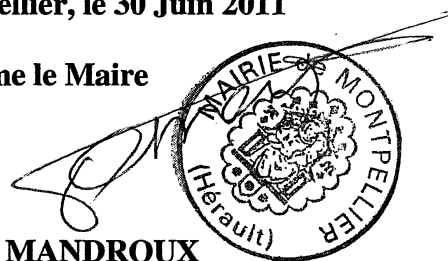
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 30 Juin 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le : 4 - JUL. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de la Taillade

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de la livraison d'une grue à tour à la demande de la Clinique BEAU SOLEIL ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **19 juillet 2011** inclus, la Rue de la Taillade est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la Clinique BEAU SOLEIL.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 30 juin 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le : 4 - JUIL. 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5696

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Circé et Rue Esculape

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison de travaux de réfection ponctuelle de chaussée à la demande du Service Voirie de la Ville de MONTPELLIER ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

Le **08 juillet 2011**, la circulation est interdite sur :

- la Rue Circé ;
- la Rue Esculape.

#### **Article 2 :**

Les déviations suivantes sont mises en place :

- par :
  - l'Avenue du Professeur Louis Ravaz
  - la Rue des Papyrus
  - la Rue des Eucalyptus

#### **Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EUROVIA.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

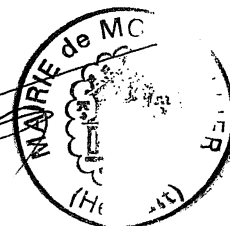
**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 30 juin 2011

Madame le Maire

  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le : 4 - JUL. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Neutralisation de voie Avenue de Palavas

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de terrassements à la demande de l'entreprise 2F REALISATION ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **04 juillet 2011** et jusqu'au **08 juillet 2011** inclus, Avenue de Palavas dans sa partie comprise entre l'Avenue du Pont Trinquat et le Boulevard d'Orient, la voie de gauche est interdite à la circulation générale.

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 18h.**

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise 2F REALISATION.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 30 juin 2011**

**Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**



**Publié le : 4 - JUIL. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Charles Baudelaire et Rue Joseph Delteil

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison de travaux réfection de chaussée à la demande du Service Voirie de la Ville de MONTPELLIER ;

Arrête :

#### Article 1er :

Le **08 juillet 2011**, la Rue Joseph Delteil est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Le **08 juillet 2011**, la Rue Charles Baudelaire est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.



**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EUROVIA.

**Article 5 :**

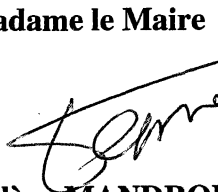
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

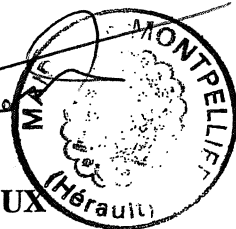
**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 30 juin 2011**

**Madame le Maire**

  
**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**



**Publié le : 4 - JUIL. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Neutralisation de voie Piste cyclable longeant le Lez

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de sondages géotechniques à la demande de GINGER CE BTP ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **18 juillet 2011** et jusqu'au **19 août 2011** inclus, la piste cyclable longeant le Lez et menant à Lattes est réduite sur une largeur de 1.50 (sur une longueur de 20 ml) au niveau du pont de l'autoroute A9.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de GINGER CE BTP.

**Article 4 :**


Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

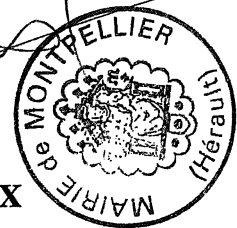
**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 30 juin 2011**

**Madame le Maire**

  
**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**



**Publié le : 4 - JUIL. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Avenue Albert Einstein

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de consolidation de mur à la demande de du Service Direction de l'Espace Public de la Ville de Montpellier ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **11 juillet 2011** et jusqu'au **13 août 2011** inclus, Avenue Albert Einstein dans sa partie comprise entre l'Impasse de la Baume et la Rue Léonard de Vinci, le stationnement est interdit sur **4 places situées face au n°301**.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SO.GE.BA.LA

**Article 4 :**

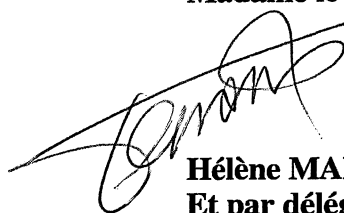
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 30 juin 2011**

**Madame le Maire**

  
**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**



**Publié le :**

**4 - JUIL. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue Albert Dubout

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de démolition de bâtiment à la demande du Service Direction de l'Espace Public de la Ville de Montpellier. ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **12 juillet 2011** et jusqu'au **13 juillet 2011** inclus, l'Avenue Albert Dubout dans sa partie comprise entre le Boulevard d'Orient et l'Avenue du Professeur Etienne Antonelli est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de gauche est interdite à la circulation générale ;  
Ces dispositions sont applicables **de 7h00 à 17h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise JP ANDRE TP.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 30 juin 2011**

**Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**



**Publié le :**

**4 - JUIL. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue du Pilory

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5242 du **03 mai 2011** ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **01 juillet 2011** les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5242 du **03 mai 2011** sont prorogées jusqu'au **24 juillet 2011** inclus.



**Article 2 :**

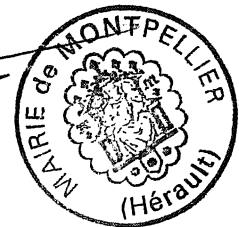
Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 30 juin 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**



**Publié le :**

**4 - JUIL. 2011**

1

Ville de  
Montpellier

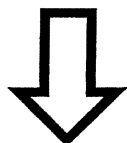


**Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Dossier suivi par : ST  
Poste : 7529  
Envoi Bordereau le : 01/07/2011

**BORDEREAU DE  
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n° 2011/1740/T/R



2

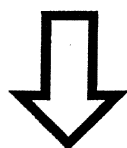
**Elu :**

Monsieur Max LEVITA

**Signature (obligatoire)**

Le 01/07/2011

M. LEVITA  
Adjoint au Maire



3

**Retour Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les  
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,  
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires  
de plein droit à leur notification aux intéressés.

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté n°2011/1740/T/R**

**Délégation de fonctions**  
**Monsieur Max LEVITA, adjoint au Maire, délégué à la**  
**qualité de l'espace public, aux ressources humaines, en**  
**l'absence de Monsieur Serge FLEURENCE du 4 au 31**  
**juillet 2011**

**Madame Le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-18-1, L 2122-21, L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- Vu le Code des Marchés Publics et notamment l'article 20 ;
- Vu la délibération en date du 02 avril 2008 relative aux délégations consenties par le conseil municipal à Madame le Maire modifiée par la délibération 2009/131 du 30 mars 2009 ;
- Considérant que Monsieur Serge FLEURENCE, 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire, délégué à la qualité de l'Espace Public et aux Ressources Humaines, est absent du 4 au 31 juillet 2011 ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire, Officier d'Etat-Civil, reçoit délégation de signature, pour la période du 4 au 31 juillet 2011 pour les actes relatifs au :

- Aux Espaces publics :
  - Au génie urbain, eau potable, voirie, éclairage, signalisation, classement des voies privées, règlement spécial de la publicité, dénomination des rues et espaces publics, signature des arrêtés de mise en demeure des contrevenants à l'affichage et mises en demeure relatives à la publicité et aux enseignes ;
- Aux déplacements, mobilité durable, Plan de déplacement urbain (signature des arrêtés provisoires de circulation, aux zones piétonnes, au plan de circulation, au réseau Pétrarque)
- Aux pistes cyclables,...
- A la lutte contre les inondations,...
- A la propreté,...
- A la prévention de la sécurité routière,...
- Au stationnement,...
- A l'occupation non commerciale du domaine public,...
- Aux espaces verts,
- Au numéro vert, au service Action Territoriale,
- Aux ressources humaines :
  - Oeuvres sociales du personnel, formation du personnel, instances paritaires, sanctions disciplinaires et plus généralement tous les actes concernant la carrière et l'exécution de leur service par les agents titulaires et non titulaires de la commune

- Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire, reçoit délégation de signature pour tous documents relatifs au Protocole.

Par ailleurs, Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire, reçoit délégation à la zone Méditerranée – Afrique, auprès de Monsieur Jacques TOUCHON, Adjoint au Maire, délégué au rayonnement international et au co-développement.

**Article 2 :**

La délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire inclut notamment, dans les domaines de compétences tels que défini l'article 1<sup>er</sup> la signature de tous les actes relatifs aux procédures de passation et d'exécution de toutes les catégories de marchés publics.

**Article 3 :**

La délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire, inclut notamment la signature de tous marchés, contrats, délégation de service public, conventions documents administratifs ainsi que l'engagement de toutes dépenses relevant des domaines précisés à l'article 1<sup>er</sup>.

**Article 4 :**

Dans le domaine défini à l'article 1<sup>er</sup> Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire, reçoit délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 2 avril 2008 modifiée.

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 30/06/2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publié le : 01/07/2011**

**Notifié le :**